

L'HORIZON AFRICAIN

Hebdomadaire d'informations générales et d'analyses

N°226 du Jeudi 23 Novembre 2023

Prix: 500 F.CFA - Tél: 05.543.82.76 / 06.662.37.39 / E-mail: lhorizonafricain@gmail.com / www.lhorizonafricain.com

Siège : Hôtel Saphir - Centre-ville Brazzaville - Congo

Conseiller Omese Lekebe, membre du
Conseil départemental de la Cuvette-Ouest

«Hommage à Pierre Nzila,
président du Conseil départemental
de la Cuvette-Ouest»



(P.4)

Fac (Forces armées congolaises)

Le processus de recrutement entaché par une bousculade meurtrière à Brazzaville

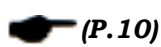
Des centaines, peut-être des milliers de jeunes s'étaient rassemblés, pour se faire enrôler dans les rangs des Fac (Forces armées congolaises), pour le recrutement de 1500 jeunes gens des deux sexes, de nationalité congolaise. Selon un bilan revu par le gouvernement, 31 personnes ont trouvé la mort et 164 autres ont été blessées dont 4 cas graves.



(P.3)

Tribune

Le perpétuel calvaire des retraités du Congo et les timides efforts pour les soulager



(P.10)

Commentaire

Le taux de mortalité qui frappe le pays ces derniers temps est devenu inquiétant



(P.9)

Le Congo au 20^{ème} forum Aoa à Johannesburg (Afrique du Sud)

«Établir des partenariats pour élaborer un programme résilient, durable et inclusif»

Les ministres du commerce américain et africains et les représentants d'entreprises, des syndicats et de la société civile des pays du continent se sont entendus sur la nécessité de reconduire l'Agoa avant son expiration en 2025.



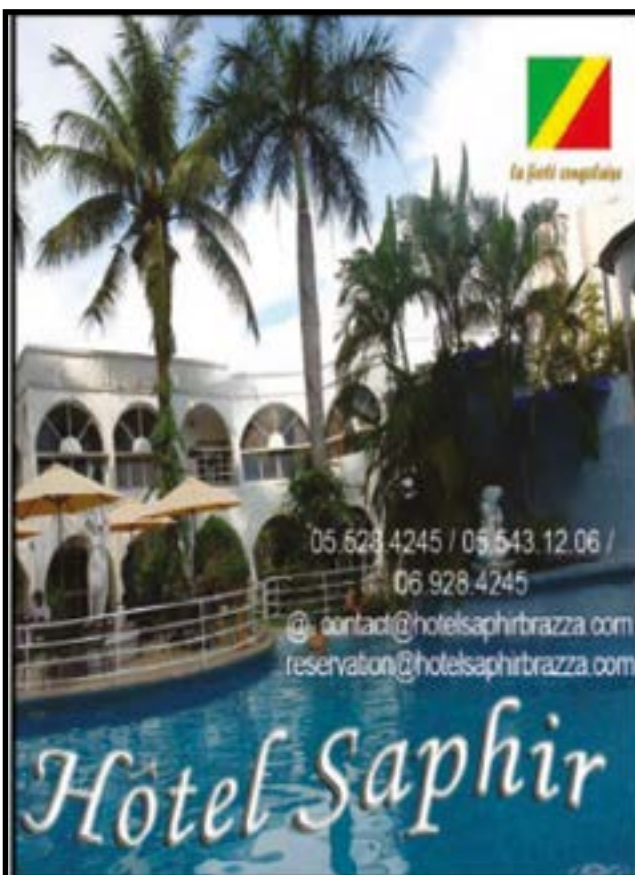
(P.2)

Journée mondiale de l'enfance

Protéger les enfants des violences et des changements climatiques



(P.11)



18^{ème} Conférence économique africaine

Adopter des politiques pour faire progresser l'industrialisation sur le continent

Organisée par la Bad (Banque africaine de développement), la C.e.a (Commission économique pour l'Afrique) et le Pnud (Programme des Nations unies pour le développement), la 18^{ème} édition de la conférence économique africaine s'est tenue, du 16 au 18 novembre 2023, à Addis-Abeba, en Ethiopie sous le thème: «Les impératifs du développement industriel durable en Afrique». Cette conférence a réuni des experts, des représentants du secteur privé, des chercheurs et des jeunes pour discuter des défis et des perspectives de l'industrialisation en Afrique. Les participants ont appelé les pays africains à adopter de nouvelles politiques pour favoriser la productivité et exploiter le potentiel d'une population de jeunes en pleine croissance.

concurrentiel». Selon un communiqué publié par la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, «le continent abrite certaines des économies à la croissance la plus rapide au monde, avec une base de capital humain attrayante, et est donc considérée comme la future frontière en termes de marché du travail». Malgré cela, «le

Lors de la session inaugurale, la Présidente éthiopienne, Mme Sahle-Work Zewde, a souligné que l'industrialisation est un moteur essentiel de la croissance économique inclusive en Afrique. «La nécessité de changer le discours sur l'industrialisation de l'Afrique pour un développement industriel inclusif et durable est devenue plus impérative; les pays africains doivent bâtir un secteur industriel robuste pouvant résister aux chocs extérieurs», a-t-elle déclaré. Pour sa part, Claver Gatete, secrétaire exécutif de la C.e.a, a appelé la conférence à «explorer les politiques et les capacités institutionnelles nécessaires à l'industrialisation durable, au développement inclusif et à la transformation structurelle». Il a affirmé que «cela aidera à reconstruire et à sortir plus forts des crises», tout en



Photo de famille des officiels autour de la Présidente éthiopienne, Mme Sahle-Work Zewde

soulignant l'importance cruciale de l'accord sur la Zlecaf (Zone de libre-échange continentale africaine) pour stimuler le développement de l'Afrique». Il a, également, promis de «soutenir les pays et les communautés éco-

nomiques régionales dans l'élaboration de stratégies de mise en œuvre nationales et régionales, afin de les aider à intégrer la Zlecaf dans leurs priorités nationales et à identifier les domaines dans lesquels ils ont un avantage

rythme de l'industrialisation et de la transformation économique en Afrique demeure lent, par rapport à d'autres régions du monde», a-t-on appris.

Roland KOULOUNGOU

lettre de Yakamambu

Mon très cher ami Mbulunkwé, mboté!

Nos amis communs Itoua, Mboundou, Tati et Yakamambu constatent que depuis un certain temps, les Congolais sont dépassés par la misère, la pauvreté et les vicissitudes de la vie. Tant bien que mal, ils luttent contre ces tempêtes. Ils ont vu comment les jeunes se déversent par milliers au centre-ville, à la place Marien Nguabi ou vers le C.e.g Nganga Edouard, depuis que l'armée a annoncé un recrutement dans ses rangs. C'est l'exemple que les jeunes sont confrontés au chômage massif. A tous ceux qui sont découragés, ils veulent dire que des tempêtes et des accidents, il y en a eu et qu'il y en aura encore.

En effet, n'importe qui le sait. Mais ce qu'Itoua, Mboundou, Tati et Yakamambu savent aussi, c'est que jamais ils ne trouveront le bonheur, la guérison, le pardon, s'ils laissent leur barque dériver avec le courant. Ils savent même très bien ce qu'ils trouveront s'ils se laissent dériver. Ils ne trouveront que ce qu'ils apportent avec eux dans leur barque: eux, eux-eux-eux. Et pas grand-chose pour tenir dans les tempêtes. Connaissez-vous des gens qui n'ont jamais croisé une tempête? Celui qui attend que les conditions météo soient favorables, risque d'attendre longtemps avant d'embarquer.

Au contraire, il faut partir et tenir le cap de la joie dans notre vie. C'est un commandement. Tirer les bords qu'il faut pour ne pas perdre de vue le cap de l'amour. Obéir à ces ordres, parce qu'ils contiennent la vie, bien plus que tout ce que nous pouvons ressentir dans nos émotions passagères et superficielles. Choisir de guérir. En tout cas, mettre le cap sur la guérison. Garder le pardon en ligne de mire. On apprend de ses erreurs. Et on se relève, les yeux fixés sur le cap.

Où en sommes-nous de la joie dans nos vies? Avons-nous choisi de mettre le cap sur l'amour? Un amour objectif, vrai, lumineux, qui est prêt à mourir pour ne pas renoncer à lui-même. Comprenez qui pourra. Au revoir et à bientôt!

Diag-Lemba.

Le Congo au 20^{ème} forum Agoa à Johannesburg (Afrique du Sud)

«Établir des partenariats pour élaborer un programme résilient, durable et inclusif»

Une délégation congolaise conduite par le ministre d'Etat Alphonse Claude N'Silou, ministre du commerce, des approvisionnements et de la consommation a pris part, du 2 au 4 novembre 2023, à Johannesburg, en Afrique du Sud, au 20^{ème} forum Agoa (African growth opportunities act), en français «Loi sur la croissance et les opportunités de développement en Afrique», est une loi fédérale américaine adoptée le 18 mai 2000 et qui avait été reconduite une première fois en 2015. Au cours de ce forum, les ministres du commerce américain et africains et les représentants d'entreprises, des syndicats et de la société civile des pays du continent se sont entendus sur la nécessité de reconduire l'Agoa avant son expiration en 2025.

L'Agoa permet aux pays d'Afrique subsaharienne éligibles d'exporter la plupart de leurs produits aux États-Unis sans droits de douane et sans obligation de réciprocité. Les ministres du Commerce des pays africains participants ont appelé à une prolongation d'au moins dix ans et au maintien des pays bénéficiaires actuels, afin de préserver les chaînes de valeur et de soutenir la dynamique d'industrialisation de l'Afrique.

Mais ce programme commercial préférentiel est toutefois soumis à des condi-



Le ministre d'Etat Alphonse Claude N'Silou (au milieu) au forum Agoa à Johannesburg, en Afrique du Sud.

tions liées aux exigences de démocratie et de respect des droits humains. En conséquence, avant le forum, la Maison Blanche avait annoncé le retrait du Niger,



Le ministre d'Etat N'Silou.

de la Centrafricaine, du Gabon et de l'Ouganda de ce programme. Déjà en 2022, le Mali, le Burkina Faso et la Guinée Conakry étaient exclus en raison des coups d'Etat militaires.

Le 20^{ème} forum de l'Agoa a opté pour la prolongation de ce programme jusqu'en 2045. Mais, sa forme actuelle a fait débat, notamment en ce qui concerne la

suppression, par les pays africains, de toutes les barrières commerciales aux importations américaines. Par ailleurs, l'adaptation du dispositif américain à la création de la Zlecaf (Zone de libre-échange continentale africaine) suscite des interrogations. Mais, pour Albert Muchanga, commissaire au commerce de l'Union africaine, l'Agoa ne constitue

pas une menace pour la Zlecaf, car selon lui, la coexistence entre les deux parties pourrait maximiser les avantages pour l'Afrique.

Selon le Ministère du commerce, des approvisionnements et de la consommation, la République du Congo a pris l'option stratégique d'instituer l'activité d'exportation comme levier de la croissance et du développement économique et social. En avril 2021, notre pays s'est doté d'une stratégie nationale Agoa 2021-2025. Cette stratégie se focalise sur quatre axes majeurs à savoir:

- l'amélioration du cadre juridique et institutionnel;
 - le renforcement de l'offre et de la compétitivité des entrepreneurs (faire la promotion des chaînes de valeurs);
 - le développement du partenariat d'affaire;
 - la vulgarisation et la sensibilisation de l'Agoa.
- Le coût de cette stratégie est d'environ 16 milliards de francs Cfa et les activités programmées chaque année font en principe l'objet d'ajustement et de programmation en cas de nécessité, par le comité national stratégique.

Narcisse MAVOUNGOU

Fac (Forces armées congolaises)

Le processus de recrutement entaché par une bousculade meurtrière à Brazzaville

Selon un bilan revu par le gouvernement, 31 personnes ont trouvé la mort et 164 autres ont été blessées dont 4 cas graves, lundi 20 novembre 2023, lors d'une bousculade meurtrière survenue à 23h, à l'entrée du Stade Michel-d'Ornano, situé en face de l'Hôtel Bikoumou, vers le C.e.g Nganga Edouard, dans le troisième arrondissement Poto-Poto, à Brazzaville. Des centaines, peut-être des milliers de jeunes s'étaient rassemblés, pour se faire enrôler dans les rangs des Fac (Forces armées congolaises), conformément à l'ordre d'appel n°054/P.r-Cab du 26 février 2023, pour le recrutement de 1500 jeunes gens des deux sexes, de nationalité congolaise, pour servir dans l'Armée de terre, la Marine nationale et l'Armée de l'air. Un jour de deuil national a été décrété pour le mercredi 22 novembre, par le gouvernement, à travers une cellule de crise mise sur pied.

Selon l'ordre d'appel signé par le contre-amiral Bienvenu Ebissou, directeur de l'organisation et des ressources humaines de l'Etat-major général des Fac, parmi les critères exigés, il faut «être âgé de 18 ans au moins et de 25 ans au plus à la date d'incorporation; être titulaire d'un brevet d'études du premier cycle (B.e.p.c) ou équivalent; être apte au service militaire et être célibataire et sans enfant et n'avoir jamais fait l'objet d'une condamnation pénale».

Le dossier de candidature comprend «une demande manuscrite adressée au chef d'état-major général des Forces armées congolaises, deux copies légalisées d'acte de naissance, deux cartes photo en couleur, format identité, une copie dûment légalisée du diplôme, un certificat de nationalité et un extrait du casier judiciaire datant d'au moins de trois mois au plus».

Depuis la semaine dernière, certains endroits où les candidats doivent se faire établir les documents de candida-



La foule à l'intérieur du Stade-d'Ornano

ture sont pris d'assaut par les jeunes congolais. Le chômage étant massif au sein de la société congolaise, le recrutement dans l'armée, comme précédemment les concours d'entrée dans la gendarmerie et la police dont on attend toujours les résultats, suscite une ébullition sociale. Dix, quinze voire vingt mille jeunes et peut-être plus à travers le pays, pour mille cinq cents places, allez-vous comprendre!

Le processus de recrute-

ment dans l'armée est tel qu'à compter du mercredi 29 novembre, les candidats retenus seront convoqués et soumis aux tests psychotechniques, aux visites médicales d'aptitude, aux épreuves physiques et sportives et ces différents tests et épreuves ont chacun un caractère éliminatoire.

Selon des témoins, le drame du Stade Michel-d'Ornano a eu lieu lundi 20 novembre vers 23h, lorsque la foule était nombreuse et impatiente pour

entrer dans le stade, afin de se faire enrôler. D'après les mêmes sources, les blessés ont été transportés dans les hôpitaux voisins, notamment l'Hôpital militaire et le C.h.u (Centre hospitalier universitaire) et à l'Hôpital de Talangaï. La bousculade meurtrière se serait produite lorsque les candidats ont franchi de force la porte d'accès. Certaines personnes sont tombées à l'intérieur du stade, se blessant grièvement et d'autres auraient trouvé la mort après avoir été piétinées par la foule. Le site d'enrôlement était encombré au moment du drame. Le Haut-commandement militaire s'était rendu sur les lieux, aussitôt après l'incident.

Dès le mardi 21 novembre, alors que la tragédie commençait à indigner l'opinion nationale, le Premier ministre chef du gouvernement, Anatole Collinet Makosso, a mis en place une cellule de crise gouvernementale qui a tout d'abord réagi à la situation, en indexant les propos spéculatoires dans les réseaux sociaux: «Des informations fantaisistes évoquant des événements graves qui seraient en cours à Brazzaville. Le gouvernement dément ces fake news. Nous rassurons l'opinion sur le calme qui règne et invitons les populations à vaquer sereinement à leurs activités». (Voir communiqué de la cellule de crise ci-contre).

Roland KOULOUNGOU

Editorial

Jeunesse adulée, jeunesse sacrifiée?

Après la tragédie du 4 mars 2012 dont certains compatriotes gardent encore des séquelles douloureuses, une nouvelle tragédie a frappé la population congolaise, la bousculade meurtrière du Stade Michel-d'Ornano, à Brazzaville. Il faudrait s'interroger si, en tant que Congolais, nous sommes conscients que les deux tragédies sont dues à l'action de l'homme, dans un contexte de gouvernance publique relative à l'administration de la Force publique. Mais, il ne faut pas oublier l'accident ferroviaire de Mvougouti, dans la nuit du 5 au 6 septembre 1991, avec ses 133 morts dont 104 corps retrouvés et 29 personnes portées disparues, et ses plus de 300 blessés; la tragédie de l'église Saint-Pierre, le 14 août 1994, une bousculade sanglante qui avait fait 145 morts, toujours en raison de l'action de l'homme.

Généralement, les tragédies viennent des catastrophes naturelles. Chez nous, l'action de l'homme est souvent mise en cause. C'est par la faute humaine que tant de vies sont fauchées, souvent à fleur d'âge. Le drame du 4 mars 2012 est de loin la catastrophe la plus meurtrière, en termes de dégâts humains et matériels, que le pays ait connue depuis son indépendance, en dehors bien évidemment des guerres fratricides qui ont tristement émaillé notre expérience démocratique. L'action de l'homme est mise en cause. Voilà ce qui doit nous inviter à l'humilité dans l'exercice de toute autorité.

Des jeunes qui quittent leurs maisons dans l'espoir d'aller chercher le travail par lequel ils vont gagner leur vie et qui trouvent la mort dans un stade en pleine nuit. C'est un sort cruel qui interpelle sur la responsabilité morale des pouvoirs publics. Comment a-t-on pu rassembler des jeunes en pleine nuit dans un stade pour une opération administrative? Quel est ce recrutement qui soumet les prétendants, nos propres enfants, à une pression dangereuse

(Suite en Page 5)

Après le drame du Stade Michel-d'Ornano, les décisions de la cellule de crise du gouvernement

La Cellule de crise, mise en place sous l'autorité du Premier ministre, chef du gouvernement, suite au drame du Stade d'Ornano, s'est de nouveau réunie à deux reprises, 21 novembre 2023. Ci-après l'extrait du compte-rendu fait par le ministre Thierry Mougalla, résumant les décisions prises.

«Les victimes de ce drame ont été prises en charge au sein des formations sanitaires suivantes: le Centre hospitalier universitaire de Brazzaville; l'Hôpital central des armées et l'hôpital de référence de Talangaï. Le Premier ministre, chef du gouvernement, accompagné d'une importante délégation, s'est rendu dans ces différents établissements, afin d'assister les victimes et échanger avec les personnels de santé présents sur place sur les besoins qui permettront de faire face à cette situation; il ressort des éléments portés à la connaissance de la Cellule de crise que le bilan des victimes est révisé et détaillé ainsi qu'il suit:

1- nombre de décès: 31 (29 corps identifiés, 2 en cours d'identification);

2- nombre de blessés: 145 blessés pris en charge, sortis des hôpitaux et traités en ambulatoire: soit 69 au C.h.u, 66 à l'Hôpital central des armées et 10 à l'Hôpital de Talangaï. 15 blessés sont retenus en observation, soit 11 au C.h.u, 1 à l'Hôpital des armées et 3 à l'Hôpital de Talangaï. 4 blessés graves ont été dénombrés, tous hospitalisés au C.h.u, dont l'un est en réanimation.

Le gouvernement rappelle que les opérations de recrutement au sein des forces armées congolaises avaient été lancées le 14 novembre 2023; nos jeunes avaient massivement répondu à l'appel du devoir en voulant servir sous les drapeaux; à cet égard, le gouvernement s'incline devant la mémoire des vic-

(Suite en page 4)

Force publique

Comment est arrivé le drame du Stade Michel-d'Ornano?

Depuis quelques jours, l'administration des Fac (Forces armées congolaises) est en pleine opération de recrutement au sein de ses différents corps. L'opération se passait d'abord au siège de la Zab (Zone autonome de Brazzaville), à côté du Mausolée Marien Ngouabi, au centre-ville. Les candidats étaient regroupés, par centaines, au niveau du jardin clôturé situé en face du mausolée. On les prenait par petit groupe d'une dizaine, en les faisant traverser la chaussée goudronnée, pour entrer à la Zab.

Au regard de la foule de candidats qui ne cessait de grossir dans ce jardin, les autorités militaires ont décidé de délocaliser l'opération de recrutement au Stade Michel-d'Ornano. Les candidats attendaient dans les alentours du C.e.g Nganga Edouard et on les faisait entrer au stade par petits groupes. Lundi 20 novembre dernier, les gens étaient encore là nombreux à 22h, en train d'attendre. Vers 23h, on ne sait sur ordre de qui, mais le groupe de policiers au nombre très limité qui assurait la sécurité publique a

ouvert le portail du stade, situé en face de l'avenue goudronnée. La foule s'y est précipitée pour entrer, car il fallait avoir de la place, pour être parmi ceux qui allaient être sélectionnés le lendemain pour l'introduction des dossiers, après le remplissage de la fiche de renseignement, surtout que des rumeurs de toutes sortes circulaient parmi les candidats. Un effet d'entonnoir s'est créé au portail, avec la pression de la foule estimée entre trois et cinq mille personnes. Il y a des gens qui sont tombés et qui ont été piétinés. Certains sont



Exemple de deux corps de victimes de la bousculade au Stade Michel-d'Ornano.

ainsi morts par étouffement, asphyxie, choc traumatique, etc, et d'autres blessés.

Ce sont les services du Commandement de la sécurité civile (sapeurs-pompiers) qui ont organisé très vite les secours. Les blessés ont été transportés à l'Hôpital central des armées Pierre Mobengo, au C.h.u (Centre hospitalier et universitaire) et à l'Hôpital de Talangaï, à l'aide de cinq ambulances. Certains

blessés ont rendu l'âme en cours de route ou à l'hôpital. Une polémique s'est faite sur le nombre de mort. Mais, la cellule de crise du gouvernement a indiqué qu'il y a eu 31 morts dont 29 identifiés par les familles et 32 en cours d'identification. Par ailleurs, la cellule de crise a décidé de la suspension du processus de recrutement à Brazzaville.

R. KOULOUNGOU

Conseiller Omese Lekebe, membre du Conseil départemental de la Cuvette-Ouest

«Hommage à Pierre Nzila, président du Conseil départemental de la Cuvette-Ouest»

Dans une interview qu'il nous a accordée, le distingué conseiller Omese Lekebe rend hommage à Pierre Nzila, président du Conseil départemental de la Cuvette-Ouest, disparu après un accident de circulation, le 25 octobre 2023, alors qu'il venait prendre part au sommet des trois bassins forestiers tropicaux que le Congo organisait du 26 au 28 octobre 2023 à Kintélé. Un hommage de la République lui a été rendu, mardi 21 novembre, au Palais des congrès, à Brazzaville, sous le patronage du Président de la République, avant l'inhumation au Mausolée Marien Nguabi. Dans l'interview réalisée il y a une semaine, au moment où se tenait encore la veillée mortuaire, Omese Lekebe loue les qualités de celui avec qui il discutait des mathématiques, de la démocratie et de l'effectivité de la décentralisation.

* Le Conseil départemental de la Cuvette-Ouest pleure son président, Pierre Nzila, ancien ministre, ancien parlementaire et ancien ambassadeur. Quel souvenir gardez-vous de lui?

** Je vous remercie monsieur le journaliste de m'accorder l'opportunité d'évoquer les souvenirs du distingué président Pierre Nzila. Personnellement, j'ai énormément de choses à mentionner sur l'honneur de l'avoir rencontré. Je garde de lui le souvenir des moments de singularité. Tout commence avec lui en septembre 2022, à Ewo, lors de la mise en place du bureau exécutif du Conseil départemental de la Cuvette-Ouest. J'ai participé à son élection au poste de président du Conseil départemental, ceci relativement en ma qualité de membre du bureau d'âge. Les textes réglementaires des collectivités locales m'avaient offert l'honneur et le devoir d'être parmi les deux premiers à lui adresser les vives félicitations, à l'occasion de son élection. Depuis lors, une photo de nous deux est désormais parmi les images légendaires qui ornent l'hôtel du Conseil départemental de la Cuvette-Ouest. En mars 2023, à Brazzaville, lors des obsèques du défunt sénateur Jean Serge Kentoula, loin des débats de démocratie et de la décentralisation, nous avons eu un riche débat sur les mathématiques. Oh! Ce jour-là, deux approches pédagogiques des mathématiques étaient à l'honneur. Ce débat scientifique avait eu lieu en présence de certaines personnalités politiques de notre département, présentes ce jour-là à la veillée. Ainsi, notre franche et bonne collaboration puise son origine de ce débat, puisque quelques semaines plus tard, à son invitation, j'ai eu à nouveau le privilège d'échanger avec lui, à son domicile, sur des questions relatives à l'effectivité de la décentralisation et de la gouvernance locale. Prélude à la première session ordinaire dite administrative qui devrait se tenir au mois de mai 2023, j'avais mis à sa disposition les trois avant-pro-



Pierre Nzila, ancien ministre, ancien député, président du Conseil départemental de la Cuvette-Ouest, décédé le 25 octobre dernier.

jets de délibération. Mais hélas, la session de mai 2023 n'avait plus eu lieu et celle de septembre 2023 non plus. Dommage que sous sa présidence, nous n'avons tenu aucune session ordinaire dite administrative. Pourtant, les textes réglementaires en prévoient deux. On aurait dû garder en son souvenir des délibérations qui pouvait faire bouger les lignes. Quel gâchis! Toujours à Ewo, en août 2023, lors des élections sénatoriales, bien avant l'arrivée des candidats et des membres de la coordination du P.c.t Cuvette-Ouest, nous avons eu des échanges essentiellement sur des questions de démocratie. Les propos qui avaient fait l'objet de ma prise de parole, le 18 août 2023, devant la coordination du P.c.t et les candidats aux sénatoriales en campagne électorale, avaient déjà été débattus entre lui et moi. Ses observations dans le cadre de l'appréhension et de la gestation de ma conviction politique au sein de notre département seront toujours actualisées et observées en son souvenir. A l'aube du départ de ma descente à la base, j'ai été témoin de ses promesses de bonne gouvernance locale. Mais hélas, rien de tout ça ne saurait voir le jour.

* Pierre Nzila à la tête du Conseil départemental, un grand serviteur de l'Etat?

** Le président Pierre Nzila n'a eu que 397 jours à la tête du Conseil départemental de la Cuvette-Ouest. A l'exception de la session inaugurale, nous n'avons tenu qu'une session ordinaire dite budgétaire. Il n'avait donc pas eu le temps ni les moyens nécessaires pour impacter le développement de la Cuvette-Ouest. Alors que son expérience de ministre, de parlementaire et d'ambassadeur pouvait présager quelque chose de conséquent. Il faut reconnaître que son expérience politique est telle que nous ne pouvons que regretter de n'en avoir pas pu profiter plus longtemps.

* Quel message donnez-vous à l'ensemble des conseillers départementaux de la Cuvette-Ouest, après sa disparition tragique?

** Si je peux me permettre de m'adresser à mes collègues endeuillés, je commencerais par une préoccupation: à quand la mort de la mort? Hélas, cette légendaire interrogation ne trouvera pas de réponse, avant que nous ne trépassions tous et chacun à son tour. L'ultime conso-



Distingué conseiller Omese Lekebe, membre du Conseil départemental de la Cuvette-Ouest.

lation que nous avons de la perte d'un être si cher est sans doute de savoir que la mort est notre destination commune. On trépassera tous, tous autant que nous sommes. Certes, personne ne s'en sortira vivant, mais lequel de nous pouvait faire preuve d'une telle imagination aussi triste que malsaine à l'endroit de notre cher président? On s'interroge pourquoi la Cuvette-Ouest? Pourquoi le président Nzila? Mais, souvenons-nous que nous avons le sang des braves qui coule dans nos veines. Mettons notre douleur dans la boîte d'encreur et servons-nous d'une plume pour écrire les plus importantes pages de l'histoire du Conseil départemental de la Cuvette-Ouest en particulier et celles du Département de la Cuvette-Ouest en général.

* Une préoccupation que vous-voulez évoquer que nous n'avons pas eu le temps d'épingler?

** Nous sommes des hommes compartimentés de cellules défaits et de triomphes, de blessures, d'espoir et d'amour. Que cette tragédie nous serve de motivation au dépassement de soi, pour cultiver une véritable cohésion départementale sans laquelle aucun développement ne sera manifeste. Je demande aux élus locaux de la Cuvette-Ouest et aux parlementaires dudit département de rendre un hommage mérité et digne de son rang au distingué président, Pierre Nzila. Parce qu'il n'était pas de ceux qui se laissent terrifier, ni de ceux qui pleurnichent et demandent une vie différente à la leur. Quand l'heure de mourir arrive, il est de ceux qui ont chanté et dansé leur mort avant de trépasser et il nous quitte tel un héros qui rentre à la maison. Rendons lui hommage!

Propos recueillis par
Chrysostome
FOUCK ZONZEKA

PROPOS D'ÉTAPE

De bas en haut, de haut en bas

Il y a un proverbe irlandais qui dit que «ce qui coule de bas en haut, coule aussi de haut en bas». Ce proverbe traduit une sorte d'osmose existant entre les entités d'une même cosmogonie. Mais, ce qui est remarquable dans ce proverbe, c'est le point de départ, ce qui coule de bas en haut. Comment une manifestation peut-elle couler de bas en haut? Couler, en parlant notamment d'un liquide, c'est le faire passer d'un lieu à un autre. Et, généralement, le sens de l'écoulement de tout fluide dépend de la morphologie des lieux. Pour faire couler un liquide de bas en haut, il faut une force d'aspiration. La pompe immergée, par exemple, dispose de suffisamment de puissance pour pomper l'eau de bas en haut. De même, la sève d'un arbre monte des racines aux feuilles par l'effet du soleil. C'est ainsi que ce qui est en bas nourrit ce qui est en haut.

Il en est de même des politiques économiques. Lorsque l'on veut améliorer la situation économique générale d'un pays, on met en place des politiques économiques. Et, lorsque ces politiques économiques sont voulues pour une période plus ou moins longue, elles rentrent dans un cadre plus élaboré appelé plan.

Le plan, c'est comme pour la pompe immergée. Il faut injecter une puissance vers la base, pour qu'elle remonte ses attentes. Ce sont les besoins réels du peuple réel, celui des territoires, des villages, des hameaux, des îlots, des communautés décentralisées et des villes qu'il faut faire remonter vers le haut. Ces besoins sont la sève qui nourrit le plan. Mis ensemble, ils constituent les objectifs des économies territoriales; et de cette territorialisation de l'économie que naissent les objectifs de développement nationaux.

La fâcheuse tendance de la bureaucratie à penser à la place du peuple réel est à l'origine des échecs observés ici et ailleurs en matière de politique économique. Conçues hors-sol et hors-peuple, de telles politiques économiques n'ont pas de prise, pas d'impact sur les populations qui ne s'y reconnaissent pas. Dans leurs positions hautes, les technocrates créent leurs propres vérités économiques. Ils créent leurs noyaux durs des actions publiques; ils décident de leurs infrastructures, de leur maillage et leurs bulles. Ils s'y enferment et recréent le monde, sans monde. Et l'on s'étonne que ça ne marche pas. Calvero a dit que «le salut des peuples réside dans la décentralisation du pouvoir»; il faut peut-être ajouter que leur bonheur réside dans la territorialisation de l'économie.

Prométhée

(Suite de la page 3)

times de ce drame épouvantable et présente les condoléances de la nation aux parents éprouvés et explorés. Aussi et sur la base des informations mises à sa disposition, le gouvernement rend publiques les décisions suivantes:

- un jour de deuil national avec mise en berne des drapeaux, fermeture des bars, dancings, débits de boisson et autres lieux festifs est décrété; il se déroulera le mercredi 22 novembre 2023;
 - le recrutement en faveur des forces armées congolaises est suspendu jusqu'à nouvel ordre sur l'étendue de la ville de Brazzaville; il se poursuivra normalement sur le reste du territoire national;
 - le gouvernement va assister les victimes du drame pour l'ensemble des frais médicaux qui seront exposés à cette occasion ainsi que pour les frais de veillée et d'inhumation;
 - à cet effet, les familles concernées sont invitées à prendre attache avec les services du Ministère des affaires sociales, de la solidarité et de l'action humanitaire;
 - une enquête administrative mixte police-forces armées congolaises a été ouverte, elle devra déterminer les causes du drame et rendre ses conclusions dans les tous prochains jours;
 - d'autre part, une enquête judiciaire a été ouverte; elle a été confiée à Monsieur le procureur de la République, cette enquête doit mettre en œuvre les diligences nécessaires à la manifestation de la vérité dans la survenance et le déroulement de ce drame.
- Le gouvernement tiendra l'opinion informée des différentes conclusions qui découleront des éléments qui seront portés à sa connaissance, au fur et à mesure des investigations en cours».

Ministère de l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'alphabétisation

Le Lycée Antoine Ndinga-Oba d'Oyo inauguré par le Président de la République

Pour rapprocher l'école de l'apprenant, le gouvernement avec l'appui de ses partenaires s'emploie à implanter sur l'ensemble du territoire national des infrastructures scolaires. C'est le cas récemment de la ville d'Oyo, dans le département de la Cuvette qui vient de bénéficier d'un lycée. Construit par la S.n.p.c (Société nationale des pétroles du Congo), à travers sa fondation, cet établissement scolaire aux allures très modernes a été officiellement inauguré le mardi 7 novembre 2023, par le Président de la République, Denis Sassou-Nguesso.

D'une capacité d'accueil de 500 élèves, le lycée baptisé Antoine-Ndinga-Oba d'Oyo, du nom de l'ancien ministre de l'Éducation nationale de 1977 à 1984 est érigé sur une superficie de 6 ha et selon les règles de l'art. Il compte quinze bâtiments comprenant des salles de classe, des dortoirs, un réfectoire d'internat, des laboratoires de sciences et de langues, une salle informatique, des logements pour le personnel administratif et du corps enseignant. Un terrain de football, un terrain de handball, un terrain de basketball, deux terrains de tennis et une piste d'athlétisme sont également



L'inauguration du lycée par le Président de la République



Le Lycée Antoine Ndinga-Oba d'Oyo



Une vue en biais d'un des bâtiments du lycée

construit pour promouvoir la pratique du sport. Donnant les caractéristiques techniques de cette infrastructure, le directeur général de la S.n.p.c, Maixent Raoul Ominga, a rappelé que le rôle crucial de l'éducation dans la société. C'est l'arme la plus puissante pour changer le monde. A en croire le Maixent R. Ominga, le président de la République, a inscrit dans son projet de société «*Ensemble, poursuivons la marche*», la nécessité de mettre à contribution les autorités locales à tous les niveaux de responsabilité afin qu'elles veillent à ce que tout enfant puisse aller à l'école dans les meilleures conditions. Pour réaliser cet engagement, a dit Maixent Raoul Ominga, la S.n.p.c, suivant sa responsabilité sociétale d'entreprise, a accompagné le gouvernement dans les projets à caractère social visant à contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations. «*C'est en cela que nous*



des salles de classe convenables.

avons entrepris la construction de cette infrastructure scolaire». Le directeur général de la S.n.p.c a, par ailleurs, rendu hommage au ministre Antoine Ndinga Oba. «*Ce lycée que la SNPC offre à la jeunesse porte le nom d'Antoine Ndinga Oba, ce grand pédagogue de talent, enseignant de carrière, homme d'Etat qui s'est battu sans relâche pour renforcer notre système éducatif, lui donner ses fondements qu'il porte*

aujourd'hui», a salué le directeur général de la SNPC, précisant que l'inauguration de ce lycée est la matérialisation d'une partie du rêve du chef de l'Etat contenu dans son ouvrage intitulé «*Le Manguier, le fleuve et la souris*». Le ministre de l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Jean-Luc Mouthou, a, quant à lui, fait savoir que ce lycée est le 86^{ème} que compte le Congo. L'objectif

poursuivi étant de rapprocher l'école des apprenants, améliorer les conditions d'études et de travail et réduire la pénibilité des apprentissages, tout en renforçant la capacité de la carte scolaire. «*Ce lycée symbolise l'espoir ainsi que les opportunités de réussite illimi-*



L'inauguration du lycée par le Président de la République



Le Lycée Antoine Ndinga-Oba d'Oyo

tée pour la jeunesse d'Oyo. Oyo, cité resplendissante de vie, agglomération en plein essor tant sur le plan démographique qu'économique, se devait évidemment d'abriter un lycée d'enseignement général de qualité, pour répondre aux besoins de sa population scolarisée et à celle de ses environs. Désormais, c'est chose faite, les jeunes n'auront plus, comme leurs aînés, à parcourir de grandes distances pour aller au lycée», a déclaré le ministre Mouthou, exhortant les apprenants à faire preuve de civisme et de patriotisme, afin de préserver jalousement ce joyau. Bénéficiaire de cette œuvre, le maire d'Oyo, Gaston Yoka, a souligné que l'inauguration de ce lycée ouvre de nouveaux horizons pour les élèves de cette commune dont certains admis au B.e.p.c ont dû décrocher, par manque d'assistance ou se tourner vers le lycée technique.

Urbain NZABANI

Gestion des finances publiques

La C.n.t.r critique le manque de transparence de certains cadres en responsabilité

La C.n.t.r (Commission nationale de transparence et de responsabilité dans la gestion des finances publiques), l'organe de contrôle de la gestion des deniers publics du Congo, a conclu, jeudi 16 novembre 2023, dans la salle de conférence de l'Hôtel Michaël's, à Brazzaville, sa 4^{ème} session ordinaire, sous le patronage de son président, Joseph Mana Fouafoua. Au cours de cette session démarrée le mardi 7 novembre, les commissaires ont examiné les rapports d'enquête sur la C.n.t.s (Centre national de transfusion sanguine) et du Projet Camu (Caisse d'assurance maladie universelle).



Le président Joseph Mana Fouafoua (au milieu), pendant la session

La 4^{ème} session de la C.n.t.r s'est déroulée en présence de plusieurs acteurs représentant à la fois le personnel et les membres de cette structure. Les neuf jours de session ont été l'occasion de discussions approfondies sur l'examen des rapports d'enquête concernant les ressources de fonctionnement du Centre national de transfusion sanguine ainsi que la mobilisation des ressources de la Camu (Caisse d'assurance maladie universelle). Les commissaires se sont accordés sur un certain nombre de dossiers importants qui incluent la poursuite de la mission d'enquête sur la gestion financière du C.n.t.s et toutes celles en cours de réalisation, la mise à disposition des administrations aux enquêteurs de la C.n.t.r, des informations souhaitées, etc.

«*Les dysfonctionnements dans l'organisation administrative et financière du C.n.t.s sont à l'origine de nombreuses ruptures observées en produits sanguins et autres réactifs. Ce qui entraîne de nombreuses pertes en vies humaines dans nos établissements sanitaires*», a déclaré le président Joseph Mana Fouafoua, dans son mot de clôture de la session. Il a fustigé «*le manque de transparence et d'éthique de la part de certains cadres en responsabilité dans la gestion de cette denrée vitale qui est le sang humain*». S'agissant de la Camu, il a souligné que les conclusions de l'enquête exigent une concertation avec la plus haute hiérarchie de cet organisme, pour mieux apprécier les raisons du retard observé dans la mise en œuvre effective de l'entité Camu, depuis sa création il y a près de huit ans. Par ailleurs, cette 4^{ème} session a également été marquée par des appels à mettre en cohérence les informations collectées et approfondir l'analyse des informations, en vue de déceler les principales insuffisances de la Camu. A cela s'ajoutent la réorganisation du C.n.t.s et la mise à sa disposition de moyens adéquats ainsi que la multiplication de P.t.s (Postes de transfusion sanguine) à travers le pays. Comme un défi supplémentaire aux initiatives entreprises par la C.n.t.r, «*un plan stratégique pluriannuel sera élaboré, pour permettre de renseigner chaque année sur l'état de la transparence dans la gestion des finances dans notre pays*», a indiqué Joseph Mana Fouafoua. Ce plan servira de marqueur sur la période de 2024 et 2028.

Roland KOULOUNGOU

(Suite de la Page 3)

pour leur vie? Ne pouvait-on pas s'organiser autrement, à l'ère des technologies de l'information et de la communication? Face à un tel malheur qui afflige la société congolaise, comment ne pas convoquer nos structures politiques, économiques et sociales devant la question impériale de l'avenir de la jeunesse congolaise? Suffira-t-il de faire le deuil, d'indemniser les familles et de tourner la page? Le pays ne donne plus aux jeunes de rêver sur leur avenir: le sport; la culture; le travail; l'entreprise... Pour eux, tout n'est plus qu'illusion! Même leurs petits kiosques dans la rue sont renversés. Le discours politique n'est plus que leurre. Il est dit que la jeunesse, c'est l'avenir de la société, mais voilà comment nous sacrifions notre jeunesse, voilà comment nous la condamnons au désespoir!

L'HORIZON AFRICAIN

20^{ème} anniversaire du P.e.a.c (Pool énergétique Afrique centrale)

Le bilan dressé appelle à redoubler les efforts, pour le développement de l'électricité

Les activités relatives à la célébration du 20^{ème} anniversaire du P.e.a.c (Pool énergétique de l'Afrique centrale), regroupant les pays de la C.e.e.a.c (Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale), se sont tenues du 13 au 16 novembre 2023, au Centre de conférence internationale de Kintélé, au Nord de Brazzaville, sous le thème: «Convertir le potentiel hydroélectrique de l'Afrique centrale en opportunités d'investissements». Organisée par le secrétariat permanent du P.e.a.c, en partenariat avec les deux sociétés nationales d'électricité du Congo-Brazzaville et de la RD Congo, la célébration de cet anniversaire a permis de dresser le bilan des deux décennies d'existence du P.e.a.c et de convenir d'une nouvelle approche stratégique et opérationnelle visant à accélérer la réalisation physique des projets intégrateurs et des projets du programme d'électrification transfrontalière.

La cérémonie d'ouverture était présidée par le ministre d'Etat Florent Ntsiba, directeur de cabinet du Président de la République, en présence de quelques membres du gouvernement dont Emile Ouosso, ministre de l'énergie et de l'hydraulique, et de certains ministres des pays membres du P.e.a.c, notamment Arthur Bertrand Piri, président en exercice du conseil des ministres du P.e.a.c, ministre centrafricain du développement de



Le ministre d'Etat Florent Ntsiba ouvrant la rencontre du P.e.a.c



Florent Ntsiba entouré des ministres et des responsables du Peac

l'énergie et des ressources hydrauliques, Jeannot Kalima, ministre gabonais de l'énergie et des ressources hydrauliques, du secrétaire permanent du P.e.a.c, Atadet Azarek Mogro, et deux de ces prédécesseurs, ainsi que des directeurs généraux des sociétés nationales d'électricité des pays membres du P.e.a.c.

On a noté aussi la présence de plusieurs personnalités, comme Mme Marie-Thérèse Chantal Mfoula Edjomo, commissaire à l'aménagement du territoire, aux infrastructures et à l'énergie de la C.e.e.a.c (Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale), des ambassadeurs chefs de missions diplomatiques, des représentants des organisations internationales, des partenaires techniques et financiers, etc.

Les activités marquant le 20^{ème} anniversaire du P.e.a.c se sont déroulées en deux phases. Il y a eu d'abord la séance de présentation du P.e.a.c et des sociétés nationales d'électricité membres

du P.e.a.c, ainsi que des sociétés partenaires. La deuxième phase était consacrée aux débats, sous quatre thématiques portant sur la «Commission régionale de régulation de l'électricité de l'Afrique centrale (Correac) futur régulateur responsable du développement effectif du marché de l'électricité en Afrique centrale»; la «coopération énergétique garant de l'intégration régionale: cas de la boucle de l'amitié énergétique entre la RD Congo, la République du Congo et l'Angola»; l'«énergie et l'environnement» et les «contraintes et opportunités du partenariat public-privé dans le financement des infrastructures électriques en Afrique centrale». En 2003, les Etats de la C.e.e.a.c avait décidé de mutualiser leurs efforts au sein d'un cadre adéquat pour la réalisation d'une politique commune en matière de production, de transport et de distribution de l'électricité. C'est ainsi que fut créé le Pool énergétique de l'Afrique centrale. Mais, les débats ont

fait ressortir que les mesures prises pour améliorer le profil de l'espace énergétique de la sous-région et favoriser le développement d'infrastructures fiables et suffisantes pour le développement des interconnexions, afin d'assurer le décollage économique de l'Afrique centrale, le conforter et le pérenniser, malheureusement le niveau de développement est encore faible. C'est à ce titre que le président en exercice du conseil des ministres du P.e.a.c, Arthur Bertrand Piri, à l'ouverture des activités, a lancé un appel aux pays membres du P.e.a.c à fournir des efforts. «Durant deux décennies de mise en œuvre du mandat de grande envergure dévolu au P.e.a.c, des préalables indispensables ont été posés, grâce, entre autres, à un travail de planification et de visibilité, de formalisation et de simplification du champ réglementaire et de pragmatisme dans l'accomplissement des projets. C'est pourquoi, tout en capitalisant les efforts et les acquis antérieurs, nous

devons davantage soutenir les orientations stratégiques nouvelles et fortes, issues des réflexions conduites par le secrétariat permanent, afin d'accélérer la cadence de la réalisation des projets et permettre, enfin, à l'espace énergétique communautaire de la C.e.e.a.c, de tirer profit de son énorme potentiel et de son positionnement géographique avantageux», a-t-il déclaré.

Ouvrant les activités, Florent Ntsiba a relevé qu'«en matière d'électricité, l'Afrique est encore le continent du paradoxe. Elle est à la fois un géant énergétique par les ressources dont elle dispose et un nain électrique pour les capacités réelles sur lesquelles elle peut s'appuyer aujourd'hui. Avec 10% des réserves mondiales hydrauliques, économiquement exploitables, avec près de 10% des réserves mondiales de gaz et 6% des réserves de charbon, ce continent est précisément considéré de potentiels et de ressources énergétiques. N'oublions pas le formidable potentiel solaire. Autrement dit, la ressource est disponible et diversifiée. Ces ressources offrent de réelles perspectives pour un développement électrique. Il apparaît la nécessité de structurer et d'asseoir une véritable intégration sous-régionale, en mutualisant les investissements, en raison de leurs coûts particulièrement élevés».

A la fin des travaux, les participants ont formulé des recommandations consignées dans le communiqué final, dont entre autres, la nécessité d'opérationnaliser, dans chaque Etat membre du P.e.a.c, le prélèvement décidé par les Chefs d'Etat et de gouvernement en juin 2015. Un document de plaidoyer des participants intitulé «Appel de Kintélé» a été produit.

Au regard du bilan mitigé du P.e.a.c depuis sa création, Emile Ouosso, clôturant les activités, a souhaité qu'«il est utile que la C.e.e.a.c invite tous les ministres de l'énergie pour que le P.e.a.c, à Libreville, au Gabon, puisse activer les mécanismes de renforcement des politiques publiques en matière d'investissements dans le secteur d'électricité». Un protocole d'accord tripartite relatif à l'aménagement hydroélectrique de la Lobaye en Centrafrique et les lignes associées a été signé entre la Centrafrique, le Congo et la RD Congo.

Martin BALOUATA-MALEKA

A.u.f (Agence universitaire de la francophonie)

Les soft skills pour l'émergence d'un socle de compétences comportementales

Résolument tournée vers l'employabilité des jeunes, mais aussi le développement humain tous azimuts, l'A.u.f (Agence universitaire de la francophonie), grâce à son bureau du Congo que dirige le prof Edouard Ngamountsika, a poursuivi, du 6 au 9 novembre 2023, au C.n.f (Campus numérique francophone) à Brazzaville, sa série de formation destinée aux étudiants finalistes des établissements membres de l'A.u.f. Cette fois, le thème abordé, sous l'animation d'Alban Besse, consultant-coach en leadership, était intitulé: «Quels soft skills mettre en avant pour l'emploi ou pour l'entrepreneuriat?».



Le Prof. Édouard Ngamountsika, au milieu, avec les étudiants et les formateurs.

La formation sur les soft skills a regroupé aussi bien les étudiants en quête d'emplois que les entrepreneurs. Elle s'est faite dans un contexte où le monde du travail est en plein changement, dû à la révolution numérique. Ainsi, l'émergence d'un socle de compétences comportementales est une réponse à l'incertitude inhérente à cette évolution à laquelle étudiants et entrepreneurs doivent s'accoutumer. Pour l'A.u.f, les soft skills sont, sans nul doute, les nouvelles stars du marché du travail.

C'est ce qu'a expliqué Alban Besse. Les soft skills sont des «compétences comportementales ou compétences douces développées» qui font, entre autres, la différence dans le processus de recrutement. «On peut être tous les deux candidats et compétents à un poste donné, mais la différence va se jouer sur comment chacun peut gérer les situations qui dépassent l'aspect lié à la compétence démontrable au poste pourvu». «Il s'agit ici de développer les compétences comportementales ou douces pour mieux gérer certaines situations qui peuvent surgir en entreprise», a-t-il expliqué.

L'A.u.f estime que si les soft skills sont en passe de devenir la nouvelle norme dans le processus de recrutement, il faut d'autant plus y accorder une attention et un soin particulier pour adapter les actifs à ces nouveaux standards. Ces compétences nouvellement mises en avant sont une chance pour tous les métiers à fortes interactions sociales.

Chad Mayela Ngoma, étudiante à l'Université Marien Ngouabi en licence 3, économie d'entreprise, a remercié l'A.u.f de ce que ces formations aident et renforcent les compétences des jeunes issus fraîchement du milieu universitaire avec des connaissances théoriques. «Je ne connaissais pas les soft skills, mais grâce à cette formation gratuite, je sais désormais que je peux avoir les compétences personnelles, mais développer les compétences comportementales, c'est un plus. J'ai pu retenir que pour booster ces compétences, il faut lire, participer aux séminaires, pratiquer du sport, s'entourer des personnes qui peuvent vous motiver, passer à l'action et faire de ça une routine», a-t-elle fait savoir.

Joseph MWISSI NKIENI

Université Marien Ngouabi

L'ambassadrice de France, Claire Bodonyi, a inauguré le premier Fab Lab à l'E.n.s.p

L'ambassadrice de France, Mme Claire Bodonyi, a inauguré, vendredi 10 novembre 2023, le premier atelier de fabrication numérique (Fab Lab) implanté à l'E.n.s.p (Ecole nationale supérieure polytechnique) de l'Université Marien Ngouabi, à Brazzaville. La cérémonie s'est déroulée avec la participation du président de ladite université, le prof Gotrand Ondzotto, du président de l'Union Lab, Bertrand Gildas Moboula Mokoty, initiatrice du projet, du président de l'Association Traits d'union, Levy Hollembet, et des étudiants qui en sont les bénéficiaires.

L'atelier de fabrication numérique, type Fab lab, est une initiative portée par l'Association Traits d'union, lauréat de l'appel à projet FabAfrica 2021, lancé par Universcience, en France, dans le cadre de la saison Africa 2020. Ce projet a vu le jour, grâce à l'appui des partenaires parmi lesquels le Ministère français de l'Europe et des affaires étrangères, l'Universcience, le Reffao (Réseau francophone des Fablab d'atelier de l'Ouest), l'Ambassade de France, Congo-Télécom et l'Université Marien Ngouabi. L'Association Traits d'union est un promoteur du numérique éducatif. Elle œuvre pour le développement de l'usage des nouvelles technologies dans l'enseignement, afin de favoriser l'employabilité et l'insertion professionnelle des jeunes et des diplômés.



L'ambassadrice Claire Bodonyi prononçant son allocution.

Un Fablab est un lieu d'expérimentation technologique qui donne à un large public, l'accès à un atelier d'électronique disposant d'ordinateurs et autres machines à commande numérique. Le concept de Fablab a été lancé en 2004, par Neil Gershenfeld, un physicien et informaticien américain, professeur à l'Institut de techno-

logie du Massachusetts, aux Etats-Unis. Le Fablab est destiné à aider les jeunes congolais dans leurs projets professionnels, en leur permettant d'intégrer les pratiques numériques et d'accroître leur employabilité, par le développement de la créativité et de leurs compétences. Aujourd'hui, les sciences et les technologies

se trouvent à une époque charnière, où la révolution numérique s'étend au monde des objets, en donnant lieu à des objets communicants, animés, voir autonomes. Les Fablab offrent la possibilité de fabriquer des objets physiques à partir d'un fichier numérique et par des systèmes de prototypage. L'acquisition des compétences et des connaissances se fait par la pratique.

Si ce Fablab s'adresse en priorité aux étudiants et aux jeunes innovateurs, il pourra accueillir d'autres publics notamment les designers, les artistes, ou encore les jeunes en recherche d'emploi désireux d'expérimenter et de pratiquer les compétences acquises. Selon la diplomate française, dans le Fablab chacun peut venir avec ses propres compétences et ses propres projets et participer ainsi à la vie d'une communauté fondée sur la diversité de compétences et sur le souhait d'apprendre à concevoir par soi-même. C'est cette diversité qui contribue à l'alchimie du lieu.

Chrysostome
FOUCK ZONZEKA

Commune de Pointe-Noire

Le Lycée général public de Siafoumou inauguré par le Premier ministre

C'est le Premier ministre chef du gouvernement, Anatole Colinet Makosso, qui a procédé à l'inauguration, le samedi 4 novembre 2023, du Lycée général public de Siafoumou, situé à Mongo-Mpoukou, dans le 5^{ème} arrondissement de Pointe-Noire. Ce nouvel établissement scolaire est construit sur un terrain 230 mètres-carrés, dans l'enceinte de l'Ecole primaire publique de Siafoumou. Il est constitué de deux bâtiments d'un et deux niveaux, comprenant 16 salles de classe, un laboratoire, un bloc administratif et pédagogique, ainsi qu'un bloc réservé au logement du personnel.



Photo de famille du Premier ministre et des autorités présentes après l'inauguration du lycée



Le bâtiment à deux niveaux du Lycée de Siafoumou

L'inauguration du Lycée général public de Siafoumou a marqué une étape importante dans l'amélioration de l'accès à l'éducation dans la ville océane. Le lycée est composé de deux bâtiments. Le premier a un étage dont le rez-de-chaussée comprend un laboratoire scientifique et deux salles de classe. A l'étage, on compte trois salles de classe. Le deuxième bâtiment de deux étages aligne 4 salles de classe par niveau, soit un total de 12 salles de classe. Bien d'autres commodités comme les latrines ont été construites.

La construction de cet établissement scolaire de proximité, dont les travaux, qui ont duré 15 mois, ont été réalisés par le Groupe Synergie Congo, pour un coût total de 794 millions de francs Cfa, vise à résoudre les problèmes d'effectifs surchargés et de logistique auxquels étaient confrontés les lycéens de cet arrondissement, avait dit le ministre de l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'alphabétisation Jean-Luc Mouthou. Il avait posé la première pierre de ce lycée le 26 août 2022.

Le Premier ministre Anatole Colinet Makosso a inauguré le Lycée général de Siafoumou en présence des ministres Jean-Luc Mouthou (enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'alphabétisation) qui avait posé la première pierre de construction de ce lycée, le 26 août 2022, et Jean-Marc Thys-tère-Tchicaya (Zones économiques spéciales et diversification économique), du préfet du Kouilou, Paul Adam Dibouilou, représentant son collègue de Pointe-Noire, des autorités locales, des responsables de l'enseignement et des élèves.

Urbain NZABANI

Journée mondiale de la qualité

Montrer l'importance de la qualité dans les activités socioéconomiques

Dirigée par Jean-Jacques Mouyabi, l'Aconoq (Agence congolaise de la normalisation et de la qualité) a organisé, du jeudi 9 au samedi 11 novembre 2023, à Brazzaville, la 4^{ème} édition nationale de la journée mondiale de la qualité, sous le thème, «La qualité: fondement et durabilité des entreprises compétitives», adossée à une exposition-vente. Ouverte par Michel Opangault, directeur de cabinet du ministre du développement industriel et de la promotion du secteur privé, cette rencontre a connu la participation des acteurs économiques.

Cette année, l'occasion était donnée aux experts, chacun dans son domaine de compétence, de discuter, d'échanger et de partager mutuellement leurs expériences. Pour Jean-Jacques Mouyabi, «la qualité pour une entreprise, c'est sa capacité à satisfaire les besoins des clients à travers son organisation, ses prestations et ses produits».

Le client n'achète pas toujours un produit uniquement en fonction du prix, mais aussi et très souvent, en fonction de la qualité du bien ou du service. La

compétitivité des entreprises repose sur la différenciation des pratiques et les caractéristiques distinctives des différents biens et services.

Entre autres raisons de pousser les entreprises congolaises à adhérer à la démarche qualité, la réputation d'une entreprise est subordonnée à la qualité de ses produits. A quelques années de l'ouverture du Congo à la Zone de libre échange continentale, la concurrence va devenir de plus en plus rude. Il sera presque impossible de réaliser des bénéfices et de se pérenniser sans



Les officiels à la journée mondiale de la qualité.

un engagement réel à la démarche qualité, à la conformité aux normes et à la certification des produits et services. «Faire autrement, c'est aller droit contre le mur», a-t-il lancé, ajoutant, il faut se mettre en ordre de bataille. Le secret de développement et de la durabilité d'une entreprise, est l'organisation ainsi que la volonté manifeste de prouver constamment la conformité de ces produits et de ces services. Autrement,

la qualité, c'est l'organisation selon les normes établies.

Aux entreprises congolaises ayant participé à cet événement, Jean-Jacques Mouyabi les a exhortées à adhérer à la démarche qualité, au respect des normes, à la certification des produits. Ce n'est qu'à cette condition que «non seulement vous allez mettre sur le marché des produits et gagner de l'argent, mais vous allez participer à l'enjeu majeur

de la qualité, vous allez participer à la protection du consommateur que nous sommes tous, par ailleurs», a-t-il fait souligné. Instituée le en 1990 par les Nations unies, la journée mondiale de la normalisation est célébrée chaque année, le deuxième jeudi du mois de

novembre. La démarche qualité et le respect des normes est devenue une exigence incontournable pour toute entreprise, pour tout fabricant ou fournisseur de biens ou de services.

Joseph MWISSI NKIENI

Dynamique pour la promotion de l'éducation de qualité pour tous et développement

Patrice Tsoumou est d'avis que l'école va mal, il a fait un plaidoyer au gouvernement

Dans un point de presse qu'il a animé vendredi 4 novembre 2023, dans la salle de réunion de la Maison de la société civile, au Quartier O.c.h, dans le troisième arrondissement Poto-Poto, à Brazzaville, Patrice Tsoumou, président de la Dynamique pour la promotion de l'éducation de qualité pour tous et développement, a dressé un tableau sombre de l'école congolaise et présenté un plaidoyer sur le droit à l'éducation que son association va adresser au gouvernement et qui est intitulé: «Plaidoyer auprès du gouvernement pour une réelle effectivité du droit à l'éducation de qualité pour tous».

C'est un document de huit pages qu'a constitué la dynamique, afin de plaider pour une éducation de qualité au Congo-Brazzaville. Patrice Tsoumou est parti du constat dressé par le Premier ministre chef du gouvernement, Anatole Collinet Makosso, qui avait déclaré que «depuis plus de 20 ans, les observateurs sont tous d'avis que notre système éducatif est bien en proie à un profond marasme». Il y a de cela deux ans, le gouvernement, toujours par la voix du Premier ministre, déclarait: «D'une manière générale, et cela est su de tous, notre système éducatif, du préscolaire à l'enseignement supérieur (...) présente des défis importants».

S'appuyant sur ce constat, Patrice Tsoumou réplique: «Dès ici, il convient de noter que le marasme est tellement à ciel ouvert que l'homme d'Etat que vous êtes fait remarquer». «D'une manière générale, cela est su de tous. Vouloir le dire est donc un truisme: «cela est su de tous». Il est donc regrettable que la Nation toute entière en soit complice, dans l'indifférence, au point où il ne se soit trouvée aucune voix, depuis, pour crier haro sur pareil état de santé et réclamer, à cor et à cri, un protocole thérapeutique pour notre système éducatif. Pire encore, comment les deux chambres en charge du contrôle de l'action gouvernementale, le sachant, n'ont pu exiger que l'exécutif colmate la brèche, mais ont laissé le marasme prendre, année après année, une telle ampleur?»

«Qu'à cela ne tienne et pour conjurer ce triste sort, un Haut-commissariat en charge des états généraux de l'éducation fut institué, avec explicitement pour mission, de «faire une autopsie de l'ensemble de notre système éducatif et un diagnostic sans complaisance, de façon à envisager des thérapeutiques appropriées». Mais, pour Patrice Tsoumou, «les défis les plus en vue, c'est le décongestionnement des classes à effectifs pléthoriques, le déficit très criant en enseignants titulaires et la prolifération des enseignants sans la moindre formation ni initiale ni continue». Des éléments suffisants pour déclarer «non viables, le produit de notre système éducatif», a-t-il précisé.



Patrice Tsoumou présentant son plaidoyer sur la qualité de l'éducation au Congo.

«Alors, une question vient à l'esprit: fallait-il laisser repartir à l'école nos enfants sans avoir au préalable pensé à guérir les maux diagnostiqués? Le faire ne serait-il pas semblable à un homme qui, au nom de la seule foi en Dieu, va inscrire un paralytique à une course de fond? Jugez-entendez-vous! Ce serait ainsi tenter Dieu; ce serait du pur pharisaïsme», a-t-il affirmé. En analysant l'allocation du ministre de l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'alphabétisation, à la 25^{ème} session ordinaire du Conseil national de l'enseignement, on est édifié sur

l'action gouvernementale, en vue de faire face aux défis du système éducatif. «Il en est ainsi de la question du déficit en enseignants et celle du décongestionnement des classes à effectifs pléthoriques», a-t-il souligné. «Je saisis cette occasion, pour saluer l'effort fait par le gouvernement de la République, en accordant des quotas de recrutement réguliers depuis les années 2019-2020, favorisant ainsi l'accroissement des effectifs du personnel enseignant (...). Aussi, cela a-t-il permis de recruter 1.202 agents en 2019, 1.279 en 2020, 1.209 en 2021, 1.284

en 2022, pour un total de 4.974 agents recrutés pour un besoin de 20.000 (...). Des efforts aussi sont en train d'être faits, en termes de construction et réhabilitation des établissements scolaires, afin de résorber la pléthore dans les salles de classe, de rapprocher les apprenants de l'école et leur offrir un meilleur cadre d'apprentissage».

Mais, beaucoup reste à faire. Ce faisant, Patrice Tsoumou a lancé un appel aux acteurs de l'éducation de le rejoindre, pour promouvoir une éducation de qualité au Congo.

Patrice Tsoumou n'a pas manqué d'attirer l'attention de la presse. «Le 2 octobre dernier, les différents services de rédaction déclaraient que «la rentrée a été effective».

Ils faisaient montre d'une légèreté blâmable dans le traitement de l'information. A la vérité, la rentrée scolaire n'était effective que pour une minorité d'élèves, dont les parents sont assez nantis pour les inscrire dans les écoles privées ou les écoles d'excellence où les conditions d'études sont idéales. La majorité des enfants, année après année, se confinent dans des salles de classe de plus de cent élèves, enseignés par des hommes sans compétence professionnelle avérée, sans que cela n'émeuve personne». Le Conseil consultatif de la société civile auquel la dynamique est affiliée, se chargera de déposer le plaidoyer auprès des pouvoirs publics, a précisé Patrice Tsoumou.

Chrysostome FOUCK ZONZEKA

Association Cœur arc-en-ciel

Lutter contre les violences et discriminations basées sur l'orientation sexuelle

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet Lissanga, financé par Agir ensemble pour les droits humains, l'Association Cœur arc-en-ciel a organisé, samedi 18 novembre 2023, dans la salle de réunion du Cosp, au C.n.l.s (Conseil national de lutte contre le sida), un atelier de sensibilisation des leaders d'opinion sur les violences et discriminations basées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, avec la participation des délégués des associations sœurs comme Avenir Nepad Congo, Femmes océan, Femmes unies, Urgences congolaises, Agir ensemble pour les droits humains, les journalistes et d'un prêtre le Père Destin Emaro Manzamouna de l'Eglise catholique d'unité, et bien d'autres acteurs.



Les participants de l'atelier sur la présentation du rapport sur les violences.

Dirigée par Jean-Claude Pongault, comme directeur exécutif, l'Association Cœur arc-en-ciel milite pour la promotion des droits des minorités sexuelles et de genre. Même si l'homosexualité n'est pas criminalisée par la loi congolaise, il apparaît que les violences et discriminations subies par les minorités sexuelles et de genre au Congo-Brazzaville restent inquiétantes. La normalisation et même la banalisation de ces abus amènent les victimes à ne pas penser les dévoiler. C'est dans cette optique que l'Association Cœur arc-en-ciel a commencé en 2017 la documentation des cas de violences et discriminations basées sur l'orientation sexuelle et l'identité en République du Congo.

Pour la mise en œuvre du Projet Lissanga, Cœur arc-en-ciel a collaboré avec l'Association 3A.c (Association affirmative assurance du Congo) basée à Pointe-Noire, pour sensibiliser la communauté sur les droits des M.s.g (Minorités sexuelles et de genre) et de documenter les cas de violences et discriminations basées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre dans notre pays.

L'enquête s'est déroulée à Brazzaville et à Pointe-Noire. L'un des axes prioritaires du projet était la documentation continue des violences et discriminations que subissent les minorités sexuelles et de genre, notamment l'expulsion de maisons, les violences psychologiques, corporelles, etc.

Pendant une période de huit mois, les pairs éducateurs formés à la documentation ont tenu mensuellement des activités communautaires ayant pour but principal de déceler des cas de violence et discrimination basées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre.

Il faut signaler que l'Association Cœur arc-en-ciel travaille avec les pouvoirs publics pour faire avancer leur cause. Elle prendra part aux près-sessions de l'examen périodique à Genève (Suisse) où une séance de travail est prévue avec la délégation de la Commission nationale des droits de l'homme qui y est déjà. «L'Association Cœur arc-en-ciel travail dans une approche africaine et culturelle sur la question des minorités sexuelles afin de pas scandaliser l'opinion publique», a rappelé Jean-Claude Pongault.

Narcisse MAVOUNGOU

**Chaque jeudi
L'Horizon Africain
sur le site internet
: www.lhorizonafricain.com**

Intégrer le journalisme numérique pour secourir le quatrième pouvoir «La presse»

Depuis l'apparition du Web au début des années 90 aux États-Unis d'Amérique, rendant ainsi l'Internet accessible au public, le monde n'a jamais connu, jusqu'à nos jours, une telle évolution ou révolution technologique à laquelle nous assistons ces dernières décennies dans le monde de la communication. Dans cet environnement, l'Afrique ne cesse de s'adapter et de contribuer à cette démarche technologique. La venue de la technologie informatique renforce le quatrième pouvoir, qui n'est autre que la presse, à tel point que tout devient visible plus qu'hier. «Un avantage qu'il faut saisir à tout prix».

Actuellement, c'est le journaliste qui commande! Hélas, certains ne comprennent pas encore. Finissons-en avec le journalisme de la pauvreté! Le journalisme, de presse écrite, de la télévision jusqu'à la radio, est une industrie moins considérée sur notre continent, en particulier au Congo. C'est un métier, je dirais, presque isolé. Pour mieux faire face à l'avenir, le journaliste doit

prendre conscience de l'importance des innovations des dernières technologies. «Le futur est déjà là, il n'est simplement pas encore réparti équitablement». Quand William Gibson a fait cette remarque en 1993, il n'y avait ni Facebook, ni Google, ni l-i-phone ni l-i-pad. Le journalisme web n'est plus un choix, mais une obligation pour les journalistes congolais qui veulent défendre les valeurs éthiques et déontologiques de leur



Par Loïck Mfumu Loubassa Mossipy

métier, dans toute leur rigueur, afin de combattre les anti-valeurs qui gangrènent notre société quotidiennement et dont les réseaux sociaux sont devenus le déversoir. Les journalistes congolais

devraient avoir aussi leurs pages dans les réseaux sociaux comme Twitter, Facebook, LinkedIn, etc, pour publier les articles de leurs médias respectifs et répandre ainsi la vraie information professionnelle dont ils sont les producteurs. Ceci permettra de bâtir une communauté numérique professionnelle et crédible pour les lecteurs congolais qui en ont tant besoin. Cette confiance pourrait aussi générer des gains financiers pour la presse congolaise, à travers la publicité en ligne et autres produits promotionnels de marketing. Sans frustrer les promoteurs de la presse, la version «papier imprimé» ne disparaîtra jamais. Mais, il faut voir la réalité en face: les technologies de l'information et de la communication sont devenues les outils de communication les plus populaires, parce qu'elles rendent la communication à l'échelle

planétaire. Aujourd'hui, sept Congolais sur dix préfèrent s'informer sur le mobile que sur la version papier des journaux. Cela ne veut pas dire qu'il faut cesser d'imprimer. Mais, plutôt qu'il faut réduire la quantité d'impression et la limiter à la demande. Les journalistes doivent intégrer le monde numérique, pour revêtir la presse congolaise de sa veste de gloire et de fierté vis-à-vis des réseaux sociaux qui polluent et désinforment l'opinion publique et des amateurs qui se font appeler «journalistes», après avoir animé une soirée dans un «nganda de quartier». Ces amateurs sont souvent à l'origine de la diffusion de fake news ou de faits diffamatoires voire de plagiat. Ils se font du fric grâce aux maux qu'ils infligent dans notre société, tandis que le journaliste professionnel, qui maîtrise son métier, croupit avec sa plume entre

les doigts ou sur le clavier de son ordinateur, sans un sou.

Il faut en finir avec ce paradoxe, en invitant les journalistes professionnels à s'engager dans le journalisme web. Ce n'est pas une proposition, mais une obligation. La réalité à laquelle nous sommes confrontés l'exige. Je m'en voudrais énormément si la presse congolaise perd le peu de crédibilité dont elle bénéficie actuellement. Le numérique permettra aux journalistes de décrocher des marchés publicitaires et des contrats gagnant-gagnant avec des partenaires qui n'attendent que cela, afin de faire vivre le métier et créer plus d'emplois. Celui qui travaille à l'hôtel mange à l'hôtel. Pour conclure, si Dieu me permet, je sortirai «un livre sur comment devenir journaliste web», pour permettre aux journalistes et à ceux qui aspirent à ce métier, de se former et devenir des journalistes web.

Loïck MFUMU

LOUBASSA MOSSIPY

Etudiant finaliste en journalisme et marketing au Ghana

Commentaire

Le taux de mortalité qui frappe le pays ces derniers temps est devenu inquiétant

A Brazzaville ou à Pointe-Noire, il devient courant pour les Congolais d'avoir deux, trois ou quatre décès voir plus, dans leurs familles et leurs entourages, en espace d'une ou deux semaines. Comme les veillées mortuaires durent en moyenne dix jours, les nouvelles nécrologiques s'enchaînent, les unes après les autres. Tout donne à penser que quelque chose ne va plus, les gens meurent trop. Le taux de mortalité qui frappe le pays ces derniers temps est devenu inquiétant. Traduit-il l'échec des politiques publiques du gouvernement? En tout cas, c'est le sentiment qu'on a, par les temps qui courent.

Assurer le bien-être des populations, c'est l'une des missions fondamentales d'un Etat à travers ses différentes institutions dont, en premier lieu, le pouvoir exécutif incarné par le gouvernement. Si, de manière générale, on peut se féliciter de ce que la courbe du taux de mortalité soit décroissante depuis l'indépendance du pays, partant de 17,61 pour 1000 habitants en 1960 à 7,063 pour mille, en 2021, et que celle de la population soit en croissance, passant de 1,02 million d'habitants en 1960 à 5,97 millions en 2022, soit une augmentation de 486,3% en 62 ans, on peut tout de même s'inquiéter du rebond du taux de mortalité depuis 2022. En chiffre absolu, il y a lieu

de constater un nombre de décès plus élevé en 2022 qu'en 1960. En effet, 17,61 décès pour 1000 habitants dans une population de 1,02 million d'habitants donne un chiffre absolu de décès moins important que 7,063 décès pour mille habitants dans une population de près de 6 millions d'habitants. Il y a plus de décès aujourd'hui qu'il y a 62 ans, alors que les avancées technologiques en matière médicale sont significatives. Si le système national de santé était performant, on n'aurait sans doute pas un nombre de décès aussi élevé. Selon la Banque mondiale, la population congolaise est jeune et pauvre à 47% de ses 5,97 millions d'habitants, alors qu'en 2016, on notait que 35% de la population vi-



Devant le service de triage du C.h.u de Brazzaville

vait en dessous du seuil de pauvreté. Le taux de mortalité avant l'âge de 5 ans est élevé. D'après l'Unicef, les causes majeures de mortalité avant l'âge de cinq ans sont le paludisme (54%), les infections respiratoires aiguës (18%) et la diarrhée (17%). Les principales causes de mortalité néonatale sont la naissance prématurée (40%), l'asphyxie ou la détresse respiratoire (29%) et les infections (27%). De manière générale, les conditions de vie confinent à la précarité et au stress. La tranquillité des esprits est régulièrement troublée par l'incertitude du lendemain, l'iniquité, les passe-droits, les abus de pouvoir, la brutalité, etc, dans les services publics. Le cadre de vie des Congo-

lais dans les villes est, ensuite, constitué d'insalubrité, de pénurie d'eau potable courante, de manque d'électricité, de transport en commun pénible et d'accès difficile aux services de base en matière de santé et d'éducation. Dans les milieux médicaux, on reconnaît que la prévalence de l'hypertension artérielle et des maladies cardio-vasculaires connaît une tendance à la hausse. Les victimes d'A.v.c (Accident vasculaire cérébral), de crise cardiaque (infarctus du myocarde), d'arrêt cardiaque ou d'arrêt cardiorespiratoire, d'arythmies cardiaques, etc, sont de plus en plus nombreuses. Les cardiopathies sont souvent caractéristiques des

crises économiques qui se traduisent par la chute du pouvoir d'achat des salariés, l'augmentation du chômage liée aux pertes d'emplois et à la rareté des recrutements, les faillites et le marasme dans les affaires et le commerce, le manque d'argent, les dettes, etc. Le stress, donc l'état d'inquiétude ou de tension mentale, que les gens vivent pendant cette période critique qui les plonge dans la précarité, explique la hausse de la prévalence de l'hypertension artérielle et des cardiopathies. Les grandes réponses à cette situation se trouvent dans le redressement économique, l'amélioration du climat des affaires, la priorisation des dépenses sociales à travers la lutte contre la pauvreté, l'amélioration des services sociaux de base, le soutien au secteur privé à travers le remboursement de la dette intérieure, etc. Le taux de mortalité actuel est donc d'un niveau qui devrait alerter les pouvoirs publics sur la nécessité d'œuvrer à sa baisse, par diverses mesures concourant à l'amélioration des conditions de vie des populations, à la mise en œuvre, par le Ministère de la santé et de la population, si ce n'est déjà fait, d'un programme national de prévention des

maladies cardiovasculaires. Le gouvernement s'attelle, on le sait, à la mise en œuvre de certains programmes, comme le Programme national des filets sociaux, présenté le 15 novembre dernier à Brazzaville par le Ministère des affaires sociales, de la solidarité et de l'action humanitaire. Ce programme vise à assurer, dans sa première phase, la protection sociale de 65 mille ménages vulnérables vivant sous le seuil de pauvreté alimentaire. On attend toujours que le Figa (Fonds d'impulsion, de garantie et d'accompagnement), un important instrument destiné à soutenir les petites et moyennes entreprises à accéder aux produits financiers, aillent jusqu'au bout de ses missions qui permettront d'avoir un impact significatif dans le développement et la promotion des entreprises, afin de lutter efficacement contre le chômage au sein de la jeunesse. En effet, sans un secteur privé national dynamiquement entreprenant, on ne pourra pas lutter contre le chômage massif qui affecte notre jeunesse pourtant bien formée. Or, entreprendre au Congo relève d'un véritable parcours du combattant, en raison des tracasseries administratives. Raison pour laquelle les Congolais préfèrent évoluer dans l'informel. Pourtant, une économie nationale qui se porte bien (bon climat des affaires, dynamisme du marché des emplois, rentabilité des entreprises, etc) est susceptible de créer les conditions du bien-être des populations. Comme quoi, tout est lié, de la santé à l'économie.

Jean-Clotaire DIATOU

Le perpétuel calvaire des retraités du Congo et les timides efforts pour les soulager

Ces derniers jours, j'ai été témoin des scènes et spectacles déolants et déshumanisants, devant les agences de la C.r.f (Caisse de retraite des fonctionnaires) et de la C.n.s.s (Caisse nationale de sécurité sociale) où les retraités étaient appelés à se faire recenser jusqu'au 20 octobre 2023, au plus tard. Oui des retraités qui, après avoir durement travaillé, sont allés à la retraite qu'ils pensaient être une retraite bien méritée et ipso facto dorée.

Tous étaient là, fatigués, assis qui, dans des fauteuils roulants pour handicapés avec leurs walkers, d'autres avec des bâtons en guise de cannes de fortune ou avec des cannes-béquilles et d'autres encore affalés sur des chaises mises à leur disposition sous des chapiteaux. Leurs visages ridés et amaigris reflétaient non pas le bonheur d'être retraités ou la placidité, mais la misère, la pauvreté et l'inquiétude du lendemain. Un véritable spectacle désolant, triste et morbide.



Les conditions d'attente dans les agences se sont améliorées

Les uns, tout en se rappelant les souvenirs d'antan, se partageaient, solidarité oblige, des bananes, du pain, des ignames, des cacahuètes; du moins tous ceux qui pouvaient en avoir. Les autres, attendant d'être appelés, bayaient aux cornilles ou somnolaient la bouche entr'ouverte où pouvaient s'engouffrer des mouches, des moucherons et d'où dégoulinait lentement de la bave. Dans ce groupe, l'on trouvait aussi beaucoup de malades victimes de diverses pathologies comme l'asthme, les rhumatismes aigus, l'hypertension, le

diabète morbide, la prostate, des hémiplegiques, etc. Tous étaient accompagnés soit par un fils, soit par un neveu, soit par un frère qui, tous, les aidaient à se mouvoir. Malgré toutes ces pathologies, ils «prenaient la vie du bon côté», si vie il y avait encore pour eux, pauvres retraités maltraités. Même si «la vieillesse est un naufrage» dit le général De Gaulle, nos retraités en sont les exemples vivants ou si vous voulez, la caricature. Jusqu'à quand notre Etat les laissera choir dans la misère, à l'automne de leur vie? La misère à propos de laquelle le père Joseph Wresinski a affirmé:

«La misère commence là où sévit le non-respect des droits de l'homme. La misère n'est pas une fatalité. C'est une maladie du corps social, condamnée à disparaître. La misère est l'œuvre des hommes et seuls les hommes peuvent la détruire. La misère est une violation des droits de l'homme et une atteinte à la dignité humaine. La lutte contre la misère est un devoir sacré fondé sur le respect de l'égalité de tous les êtres humains. Là où des hommes sont condamnés à vivre dans la misère, il faut s'unir pour la combattre, la refuser et résister à l'inacceptable». De son côté, la Déclaration

universelle des droits de l'homme affirme: «Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant, pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires».

En mes qualités de chrétien et d'humaniste, je suis révolté dans mon for intérieur, car le chrétien et l'humaniste ont un profond et grand respect pour les personnes âgées et pour tous ceux qui sont leurs parents qui leur ont permis de naître, de vivre, de grandir et de travailler dans notre pays, le Congo. Tous nos vieux qui sont loin de ceux que Jacques Brel a chantés et dont il a dit que «chez ces vieux, ça sentait le thym, le propre, la lavande et le verbe d'antan». Tandis que chez les nôtres, ça sent, au contraire, la misère, la poussière, l'urine, le sale et ça affiche le désarroi et l'appréhension des lendemains incertains qui les empêchent de dormir.

Comme je suis révolté de l'âgisme à l'égard de nos retraités. Lequel âgisme peut être considéré, sous d'autres cieux, comme la non-assistance à personnes âgées en danger.

Enfin, je suis révolté, car «être révolté, c'est prendre la révolte des autres», dit Albert Camus. Attention, notre tour arrive à grands pas. Dois-je nous rappeler



Par Dieudonné Antoine-Ganga

ce qu'a dit l'écrivain français du 19^{ème} siècle, Alfred de Vigny: «Nul ne se connaît tant qu'il n'a pas souffert»? Il faut, toutefois, rendre à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu. C'est pourquoi il sied de relever et de souligner les efforts qui ont été faits par la C.n.s.s et la C.r.f. En effet, beaucoup d'efforts ont été faits et continuent d'être faits pour soulager les retraités à qui la pension est versée maintenant, mensuellement, en attendant le paiement de leurs arriérés. Des efforts ont été déployés pour leur fournir des toilettes décentes et propres. Finies ces éclipses pour aller uriner dans les matitis, les herbes et au bord des murs d'alentour.

Il est évident que la C.n.s.s et la C.r.f ne ménagent pas leurs efforts pour procu-

rer un peu de bonheur aux retraités. Ce bonheur qui est un état d'âme qu'il faut, coûte-que-coûte, recréer. Contrairement à ce que nous croyons, ce bonheur se trouve parfois dans les petites choses. L'ego nous éloigne parfois du bonheur, car il entraîne un individualisme exacerbé et des réponses inadéquates aux circonstances de la vie. Ainsi, il détruit le bonheur.

Ce bonheur, qui est différent du plaisir, ne peut exister sans partage. Le bonheur, c'est avant tout l'amour, au sens plus noble du mot. Pour l'avoir de manière permanente, il faut, quoi qu'il arrive, rester serein, concentré et chercher à briller par son cœur et surtout à partager. Pour le retrouver, il faut plonger au cœur de notre être, par-delà les pulsions, les passions et les habitudes. C'est en donnant de l'amour que nous recevons de l'amour; c'est en donnant la possibilité aux autres d'avoir le bonheur que nous sommes heureux. C'est l'une des lois de la nature.

Enfin, mon vœu le plus cher est de nous voir, nous Congolais que nous sommes, de nous montrer de la pitié, de nous montrer des qualités et de montrer plus d'amour. Nous nous permettrions alors plus d'égalité; nous ferions preuve de fraternité et d'unité. Nous laisserions alors l'humour et je me dirais heureux de nous voir tous vivre ensemble, dans une société congolaise qui, malheureusement, est aujourd'hui en perte de repères et de valeurs.

Dieudonné ANTOINE-GANGA

Pourquoi l'homme continue-t-il d'être «un loup pour l'homme», au 21^{ème} siècle?

Ayant constaté que l'homme faisait souvent beaucoup de mal à ses semblables, les Romains avaient affirmé: «Homo homini lupus est», c'est-à-dire que l'homme est un loup pour l'homme. Ce qui veut dire que «l'homme est le pire ennemi de son semblable». Et comme il n'y a toujours rien de nouveau sous le soleil, les événements de ces derniers jours (la guerre entre la Russie et l'Ukraine, la guerre au Soudan, la guerre entre Israël et le Hamas ainsi que tous les autres foyers de guerre dans le monde) donnent raison aux Romains. Les peuples s'entretuent.

Personne n'a semblé, jusque-là, tiré des leçons des affres et des conséquences de la Seconde guerre mondiale, au lendemain de laquelle un appel aux Nations du monde fut lancé d'Auschwitz, par les chefs ou représentants de 24 Etats et 10 Prix Nobels de la paix. Il y était dit entre autres: «Nous avons aussi le devoir envers les vivants d'œuvrer pour la paix, la tolérance et les droits de l'homme. Nous croyons et nous espérons que ces

principes seront acceptés et ancrés dans la conscience de la communauté mondiale tout entière, qu'ils toucheront les cœurs et les esprits. Qu'à la fin du XX^{ème} siècle, des instruments seront créés pour garantir la solution pacifique de tous les conflits... Il est dit: «Qui sauve une vie, sauve le monde entier. Qui ôte une vie, détruit l'ordre de ce monde. Pour cela, nous souhaitons porter au monde entier, à tous les peuples et tous les hommes, le message suivant:



Le loup garou ou l'homme animal.

plus jamais de fanatisme, ni de violence; plus jamais de guerres ni de tueries».

Nous sommes au début du 21^{ème} siècle et rien n'a changé. Nous sommes dans un monde où, malheureusement, tout se calcule en fonction de l'intérêt. Les mots ont un sens, des mots inacceptables, des mots fracassants, faits pour faire mal et qui précèdent d'une déconstruc-

tion des pays, des peuples et ipso facto de la démocratie. Les guerres continuent. Les agresseurs et les agressés prétendent toujours avoir raison. Et la communauté internationale ferme les yeux, tout en soutenant les uns et les autres pour des raisons économiques, idéologiques et politiques. Elle oublie ce qu'affirmait le Pape François: «La guerre est un échec de

l'humanité, une défaite face aux forces du mal. L'heure que nous vivons nous laisse consternés, car les forces du mal sont à l'œuvre. Les souffrances infligées à tant de personnes faibles et sans défense; les nombreux massacres des civils et de jeunes victimes innocentes; la fuite désespérée des femmes et des enfants. Tout cela choque nos consciences et nous oblige à ne pas nous taire, à ne pas rester indifférents à la violence de Caïn et au cri d'Abel, mais à élever la voix avec force, pour demander au nom de Dieu, la fin des actions abominables. La guerre est un échec de la politique et de l'humanité, une reddition honteuse, une défaite face aux forces du mal».

Ce que corrobore de son côté, Benoît XVI qui dit: «La violence est une vie qui mène seulement à la douleur, à

la destruction et à la mort. Au contraire, le respect et l'amour sont la voie pour aboutir à la paix». Enfin, Paul Valéry affirme que «la guerre, un massacre de gens qui ne se connaissent pas, au profit des gens qui se connaissent mais qui ne se massacrent pas».

Nous sommes tous concernés. Il nous faut donner de la voix pour dénoncer ce que le mauvais génie de l'homme ne cesse d'escamoter partout. Il nous faut dénoncer la violence et la guerre partout où elles couvent et sont légion. Car, celui qui sait la vérité et ne hurle pas la vérité, se fait complice des escrocs et des faussaires, dit Charles Péguy.

En conclusion, j'affirme avec le Président Alphonse Massamba-Débat qu'«il y a des malheurs qui peuvent s'abattre sur nous sans le vouloir, comme les épidémies et d'autres cataclysmes naturels, mais peut-on dire autant des guerres et autres guerres civiles par exemple?». L'homme est et reste toujours un loup pour l'homme. C'est dommage!

Dieudonné ANTOINE-GANGA

Journée mondiale de l'enfance

Protéger les enfants des violences et des changements climatiques

Créée en 1954 par les Nations unies et célébrée le 20 novembre de chaque année, la journée mondiale de l'enfance et de l'adolescence a connu une célébration toute particulière à Brazzaville, sous le patronage du président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, en présence du Premier ministre chef du gouvernement, Anatole Collinet Makosso, des membres du gouvernement, dont la ministre des affaires sociales, de la solidarité et de l'action humanitaire, Mme Irène Marie Cécile Mboukou-Kimbatsa, des représentants des organisations internationales, dont la docteure Chantal Umutoni, représentante de l'Unicef au Congo et des membres du parlement des enfants avec à leur tête la présidente Grâce Frédérique Baboutila Babingui.

consacrée à la célébration des droits de l'enfant, nous invitons nos parents, frères et sœurs à mieux connaître nos droits, car plusieurs personnes les ignorent encore. En effet, on remarque, malheureusement, que plusieurs enfants de notre pays sont encore privés de leurs droits. C'est triste de voir encore des enfants sans acte de



Photo de famille autour du président de l'assemblée nationale, du premier ministre et de la présidente du parlement des enfants du Congo.

Plusieurs activités ont été menées à Brazzaville, à l'occasion du 34ème anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant, sous le thème: «L'impact du changement climatique sur les droits des enfants». En effet, la veille, durant la journée du 19 novembre, il y a eu des ateliers thématiques, un planting d'arbres au C.e.g de Mfilou, le 7ème arrondissement de la ville capitale, sous la coordination de l'Unicef (Fonds des Nations unies pour l'enfance). La 20 novembre, il y a eu une cérémonie de commémoration de l'adoption de la convention relative aux

droits de l'enfant, couplée à la Journée mondiale de l'enfance, sous le patronage du président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, et bien d'autres officiels. Dans son allocution, Mme Chantal Umutoni a reconnu que le Congo déploie des efforts pour promouvoir et protéger les droits des enfants, mais qu'il reste tout de même des progrès importants à réaliser. Pour la ministre Mboukou-Kimbatsa, «l'enjeu de la lutte contre le changement climatique e,t partant, de la préservation de l'environnement, est le futur des enfants», car cela permet de

lutter contre «les maladies diarrhéiques, le paludisme et la malnutrition, qui sont les trois premières causes de mortalité infantile». Ce qu'a confirmé le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, qui a indiqué que «les enfants du Congo demandent aux acteurs politiques que nous sommes, pour chacun d'entre eux, santé, éducation, égalité et protection». Dans son mot de circonstance, la présidente du parlement des enfants du Congo, Grâce Frédérique Baboutila Babingui a saisi cette opportunité pour rappeler l'importance des droits des enfants. «Pour cette journée qui est

naissance, des enfants qui meurent parce qu'ils n'ont pas été soignés ou encore ont été mal soignés, des enfants dans les marchés au lieu d'être à l'école et plusieurs autres faits tristes pour les enfants. Et que dire de la protection? Nos écoles, nos rues et mêmes nos maisons ne sont plus des endroits très sûrs pour les enfants. S'il vous plaît, aidez-nous à bien grandir, s'il vous plaît. Pour bien grandir, nous avons entre autres besoin d'être protégés des violences ainsi que des conséquences du changement climatiques», a-t-elle déclaré.

Urbain NZABANI

3ème édition de la caravane du livre et du théâtre

Les écrivains Sylvain Bemba, Jean-Baptiste Tati-Loutard et Henri Lopès à l'honneur



Emma Mireille Opa-Élion, la promotrice de la caravane du livre et du théâtre

Placé sous le thème, «Rapprochons le livre et le théâtre des populations», la troisième édition de la caravane du livre et du théâtre a débuté mercredi 8 novembre 2023, à Brazzaville, et se poursuivra jusqu'au 30 novembre, dans d'autres départements du Congo, notamment le Kouilou, le Niari, la Bouenza et le Pool. L'étape de l'international à Paris, la capitale française, a été annulée au dernier moment, en raison du décès de Henri Lopès. Lancé en 2021 par Mme Emma Mireille Opa-Élion, actuellement directrice générale de l'Ana (Agence nationale de l'artisanat), la caravane du livre et du théâtre vise à inciter les populations à aimer la lecture et le théâtre, favoriser l'insertion des jeunes et faire du livre l'ami fidèle du peuple.

La caravane du livre et du théâtre est une excellente occasion de trouver les œuvres des grands noms de la littérature congolaise. Cette année, l'événement annuel d'un mois met en avant les œuvres de Sylvain Bemba, Jean-Baptiste Tati-Loutard et Henri Lopès, des écrivains congolais de renom, tous décédés. Cette initiative, entend promouvoir la diversité culturelle par le biais d'une meilleure diffusion, un accès facile et une meilleure connaissance de la littérature écrite de notre pays aux jeunes générations, afin de les inciter à la lecture, pour en faire des futurs écrivains.

La caravane du livre et du théâtre, la première du genre couvrant une localité à une autre, permet non seulement de développer un nouveau rapport de proximité avec le livre, mais elle participe surtout à la promotion de la diversité culturelle par la mise en valeur de notre patrimoine littéraire écrit. Au Congo, l'accès au livre et à la lecture est encore très limité et la présence du livre dans le quotidien des Congolais est quasi inexistante, pour des raisons culturelles et économiques, et par une disponibilité très limitée du livre.

Notons que depuis son lancement, la caravane s'est concentrée sur la création des bibliothèques, la distribution des livres dans les écoles et la mise en scène théâtrale des œuvres d'écrivains congolais, afin d'inciter les jeunes à la lecture et au théâtre.

Roland KOULOUNGOU

Portrait

Prince Arnie Matoko, un jeune auteur qui aligne les récompenses

Juriste de formation, Prince Arnie Matoko, s'est intéressé très tôt à la lecture. Vivant à Brazzaville, marié et père de famille, il est auteur de nombreux ouvrages de poésie, nouvelles et de romans. Moraliste reconnu par ses pairs, Prince Arnie Matoko est consacré dans plusieurs anthologie de littérature et participe activement à plusieurs activités et festivals littéraires tant sur le plan national qu'international. Lauréat de plusieurs prix et distinctions littéraires, «Prince Arnie Matoko est l'un des grands noms de la nouvelle génération des écrivains congolais», selon Noël Kodja Ramata, écrivain et critique littéraire.



Prince Matoko.

Prince Arnie Matoko est l'auteur de huit ouvrages (recueils de poèmes, nouvelles et romans). Pour l'ensemble de son œuvre, il a reçu le Prix Mongo Beti 2018 décerné par l'Association des jeunes écrivains et artistes du Congo. En 2022, il a ob-

tenu, avec une mention spéciale, le Prix Mila du livre francophone, pour son roman intitulé, «Entre les lignes du silence». Toujours en 2022, il a décroché la médaille d'honneur du Festival international du livre gabonais et des arts (Filiga), à Libreville,

et la médaille d'honneur du Mila (Meeting international du livre et des arts associés) d'Abidjan (Côte d'Ivoire). Cette année 2023 l'a couronné du Prix Tchicaya U Tam'si de l'espoir poé-

tique, décerné par l'Association internationale Tchicaya U Tam'si. Chevalier des arts et des lettres, il a obtenu la Plume d'ivoire de la poésie, décernée par la Balade des idées, pour l'ensemble de ses œuvres et contributions. Magistrat, il est procureur de la République près le Tribunal administratif de Brazzaville, enseignant à la Faculté de droit et à l'Enam (Ecole nationale d'administration et de magistrature) de l'Université Marien Ngouabi et dans des universités privées du pays.

Narcisse MAVOUNGOU

L'HORIZON AFRICAIN

Direction: 06.662.37.39 / 05.543.82.76
 E-mail: lhorizonafricain@gmail.com /
 Site Internet: www.lhorizonafricain.com

Sous l'immatriculation
 108/MCM/DGAI/DPE du 19 Mars 2019

Directeur de publication par intérim :
 Hervé EKIRONO
 Rédacteur en Chef :
 Chrysostome FOUCK ZONZEKA
 Secrétaire de rédaction :
 Clotaire DIABOUA
 Siège de la Rédaction :
 Hôtel Saphir (Brazzaville)
 Chef Bureau Pointe-Noire :
 Marcel BITADI. Tél: 05.557.78.71

Mise en pages :
 Tornade

Eliminatoires de la Coupe du monde de football 2026

Le Congo battu par la Zambie, à cause de l'inorganisation

Engagée dans les éliminatoires, zone Afrique, de la Coupe du monde de football Mexique, Canada, Etats-Unis 2026, la sélection nationale du Congo, les Diables-Rouges, a été battue (4-2), lors de la première journée, le vendredi 17 novembre 2023, à Lusaka, par les Shipolopolo de la Zambie, lors de la phase de groupe comptant pour la première journée. Mais d'après nombre d'observateurs, cette débâcle est le fruit de l'inorganisation et l'amateurisme qui ne cesse de ronger la sphère sportive congolaise. Pour exprimer leur mécontentement à l'égard des dirigeants sportifs, trois des piliers de la sélection ont décidé, de façon unilatérale, de «marquer une pause» quant à leur présence à l'équipe nationale.

Lors du match tant attendu de la première journée du Groupe E, dans un stade de Lusaka plein de monde, Congolais et Zambiens se sont d'abord neutralisés, avant que les visiteurs finissent par craquer. Dès la 5^{ème} minute, la Zambie a ouvert le score, tandis que le Congo a égalisé à 13^{ème} minute, avant de mener au score, à la 15^{ème} minute. Soutenus et galvanisés par des milliers de supporters acquis à leur cause, les Zambiens ont multiplié les assauts dans le camp congolais. Ils ont fini par obtenir l'égalisation à la 43^{ème} minute. La mi-temps est intervenue sur le score de deux buts partout.

Au retour des vestiaires, la fatigue du voyage a commencé à gagner les Congolais qui ont fini par encaisser deux buts dans les 25 dernières minutes de la rencontre. Malgré leur détermination et leur fougue de ramener un résultat positif au pays, sauf miracle, tous les ingrédients étaient réunis pour la désillusion des Diables-Rouges à Lusaka. En effet, la sélection congolaise a



Les Diables-Rouges

atterri à Lusaka à 2h du matin. Ils ont rejoint leur hôtel de fortune à quasiment 6h, le temps pour eux de dormir pendant quelques heures, alors que le match était prévu à 17h.

A Brazzaville, le ministre en charge du sport, Hugues Ngouélondélé, a déploré le fait que les fonds pour faire voyager la délégation congolaise à Lusaka ont été disponibles tard, le jour même du départ. Une situation récurrente. Lors d'une rencontre avec le staff

technique et les joueurs des Diables-Rouges, il a expliqué pourquoi il a opté pour un entraîneur congolais et il a exprimé sa confiance en cette équipe qu'il faut consolider, car elle finira, selon lui, à produire des résultats.

Il n'empêche, la défaite humiliante de l'équipe nationale à Lusaka a irrité certains joueurs. Ils ont dénoncé «l'amateurisme, le manque de professionnalisme, l'inorganisation et l'imprépara-

tion» qui gangrène le sport congolais et notamment le football. Prestige Mboungou, Antoine Makoumbou et Gahius Makouta ont décidé de «marquer une pause» à leur présence à l'équipe nationale, le temps de permettre aux autorités sportives nationales, notamment le Ministère en charge des sports, de mettre de l'ordre dans la gestion du sport. Pour eux, cette situation est de trop, car étant professionnels, ils viennent à l'équipe nationale pour défendre leur patrie. Mais, regrettent-ils «les choses sont mal gérées». Ils ont toutefois, promis de changer d'avis, si tout rentre dans l'ordre.

Selon des sources sûres, depuis, aucune prime n'a été versée aux Diables-Rouges qui ont fait le déplacement de la Zambie. Raison évoquée, «quand on perd, il n'y a pas de prime». Ça présage donc mal pour les Diables-Rouges qui recevront le Mena du Niger, le 17 juin 2024, dans le cadre de la troisième journée des éliminatoires de la Coupe du monde 2026. Leur adversaire de la deuxième journée, l'Erythrée s'est retiré de la course. Il faut dire que le match Zambie-Congo a aussi servi de test pour Isaac Ngata, coach intérimaire des Diables-Rouges, nommé après le départ du technicien belge, Paul Put, limogé récemment pour faute de résultat.

Hervé EKIRONO

Coupe du monde de handball féminin 2023

Diables-Rouges: partiront ou partiront pas?

Encore une désolation! La délégation congolaise des Diables-Rouges dames devant participer à la Coupe du monde de handball seniors dames, du 29 novembre au 17 décembre 2023, au Danemark, Norvège et Suède, traîne encore à Brazzaville, au moment où nous mettons sous presse, c'est-à-dire le mercredi 22 novembre. Younès Tatby et les 15 joueuses locales pré-sélectionnées attendent avaient prévu d'être, à partir du dimanche 19 novembre, à Zagreb, en Croatie, où les joueuses professionnelles évoluant en Europe vont les rejoindre. Malheureusement, faute d'argent, la traîne congolaise tourne encore les pouces à Braz-



Les-Diables-Rouges handball dames

zaville, tandis que ceux de la diaspora attendent les titres de voyage.

Première Nation africaine à la dernière Coupe du monde, la République du Congo bénéficie pourtant d'un bon niveau technique qui peut lui permettre à faire mieux que sa précédente participation à la Coupe du monde. Mais, le pays est toujours englué dans ses problèmes d'inorganisation et de manque de professionnalisme dans la gestion du sport. La Coupe du monde commence dans une semaine et l'équipe nationale se retrouve encore à Brazzaville et n'a pas encore entamé la dernière phase de ses préparatifs, devant permettre de faire la jonction entre ses deux groupes, les joueuses locales et les professionnelles de la diaspora. Dans ces conditions, à quoi faut-il s'attendre? On verra ce qui va se passer.

Luze Ernest BAKALA

Deuxième journée du championnat national direct de football Ligue 1

L'As Otohô a signé sa première victoire

La deuxième journée du championnat national direct de football Ligue 1, qui s'est jouée du samedi 18 au dimanche 19 novembre 2023, dans les trois stades, Alphonse Massamba-Débat à Brazzaville, Paul Moukila Sayal de Dolisie et le Complexe sportif de Pointe-Noire, s'est soldée par la victoire de l'As Otohô devant la J.s.t (Jeunesse sportive de Talangaï) par 1 but à 0. Le club B.n.g (Bana nouvelle génération) est aussi sorti victorieux face à Cara sur le même score (1-0).

L'Inter-club a tenu Diables-Noirs en échec, en imposant un match nul de 0 but partout. L'unique équipe congolaise restée en compétitions africaines, Diables-Noirs, a raté l'occasion de prendre la tête du championnat national. C'est l'Ac Léopards de Dolisie qui a profité de cette situation, par sa victoire à domicile face au V.club Mokanda (2-0).

La rencontre entre le Fc Nathaly's et le Fc Vegas s'est soldée par un nul (0-0). Même score entre l'Etoile du Congo face au le Fc Kondzo (0-0). L'As Cheminots est venue à bout de l'As Juk (Jeunesse unie du Kintélé): 2-0.

LEB

Classement à l'issue de la 2^{ème} journée

1 ^{er} Ac Léopards (6 pts);	- 8 ^e V.club Mokanda (3 pts);
- 2 ^e Diables-Noirs (4 pts);	- 9 ^e Inter-Club (2 pts);
- 3 ^e Etoile du Congo (4 pts);	- 10 ^e Nathaly's (1 pt);
- 4 ^e As Otohô (4pts);	- 11 ^e Cara (1 pt);
- 5 ^e As Cheminots (3 pts);	- 12 ^e Fc Kondzo (1 pt);
- 6 ^e Js Talangaï (3 pts);	- 13 ^e As Vegas (0 pt);
- 7 ^e B.n.g (3 pts);	- 14 ^e As Juk (0 pt).

Tournoi international amical de volleyball Congo-Cameroun

Port autonome du Cameroun a remporté la timbale

Débuté le lundi 15 novembre 2023, au Gymnase Henri Elendé de Baongo, le deuxième arrondissement de Brazzaville, le tournoi international amical organisé par la Fécov (Fédération congolaise de volleyball) et qui a réuni trois équipes congolaises et une équipe camerounaise, a pris fin le dimanche 19 novembre, avec le sacre du Port autonome de Douala, qui a battu l'Inter-club en finale, par le score sans appel de 3 sets à 0.

La cérémonie de clôture du tournoi international amical de volleyball était patronnée par le colonel Jean-Claude Mopita, président de la Fécov, en présence de Pascal Akouala Gouelot, conseiller à la jeunesse, à l'éducation civique et aux sports du Président de la République, de l'ambassadeur du Cameroun, Louis-Marie M. Nkoum-Me-Ntseny, et des anciens Diables-Rouges volleyball. Des récompenses ont été remises aux équipes participantes. Ainsi, le club Port autonome de Douala a été gratifié d'un trophée et des médailles d'or, tandis qu'Inter-club, sorti deuxième, s'est contenté de la médaille d'argent et d'une coupe. Troi-

sième, la D.g.s.p a eu la médaille de bronze. La coupe de fair-play est revenue à l'As Gendarmerie de Pointe-Noire, par rapport à sa bonne tenue. Elle est sortie quatrième.

Les six meilleurs volleyeurs de chaque poste, appelés majeurs du tournoi, ont reçu aussi des trophées et des médailles. Il s'agit de: Deverel Awouroda (D.g.s.p), meilleur serveur; Mbou (As Gendarmerie Pointe-Noire), meilleur attaquant; Douala (Inter-club) meilleur contreur; Nsangou (Port autonome de Douala), meilleur passeur; Moukoko (Inter-club), meilleur défenseur; Poken (Port autonome de Douala), meilleur réceptionniste; Dimitri Messo-mo (Port autonome de Douala),



Photo de famille des deux équipes finalistes du tournoi.

meilleur joueur de tout le tournoi. Les arbitres ont été aussi primés. Satisfait pour la qualité de l'organisation de ce tournoi, le diplomate camerounais, Louis-Marie M. Nkoum-Me-Ntseny, a encouragé cette initiative sportive. «Entant que représentant du père de la Nation camerounaise au Congo, j'ai été honoré par la belle prestation du Port autonome volleyball de Douala et la victoire lors du tournoi C.a.v.b zone 4 édition 2022 deux semaines après mon arrivée ici au Congo. L'année dernière, le

Port a gagné une équipe de RD Congo et la finale était âprement disputée, cette fois, c'était face à Inter-club du Congo», a-t-il confié.

Pour l'organisateur, le colonel Jean-Claude Mopita, président de la Fécov, la satisfaction est grande quant à la réussite de ce tournoi financé sur fonds propres, avec le soutien de la C.a.v.b (Confédération africaine de volleyball).

Luze Ernest BAKALA